

L'ESPAGNE INTIME À AKHANNOUCH
L'ORDRE DE QUITTER SON TERRITOIRE :

« Rentre chez
toi au Maroc »

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

P 5

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 euro

Mercredi 5 août 2026 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6813 - 23^e année

JOURNÉE NATIONALE
DE L'ANP

RETRAITÉS DE L'ANP, FAMILLES DE MARTYRS DU DEVOIR NATIONAL ET INVALIDES DE LA LUTTE ANTITERRORISTE

La reconnaissance de la Nation

Le président de la République a présidé, hier, une cérémonie en l'honneur de tous les enfants de l'ANP qui se sont sacrifiés pour que l'Algérie demeure debout et reste résolument sur le chemin de l'édification et du développement.

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

ALLÈGEMENT DU CARTABLE
SCOLAIRE



Une nécessité sanitaire urgente

P 4

RÉUNION MINISTERIELLE ARABE
DE SOUTIEN À AL-QODS
ET À SA SACRALITÉ

Attaf participe au rendez-vous à Amman

P 3

LE FRONT POLISARIO ATTACHÉ
À L'AUTODÉTERMINATION

« Notre peuple respire la liberté et l'indépendance »

P 5

CAN FÉMININE



Les Vertes à 90 minutes d'un Mondial historique

P 11

BANDES DE QUARTIERS

L'État frappe d'une main de fer

Les opérations des services de sécurité filmées en train d'appréhender d'une façon musclée des délinquants et autres trafiquants de stupéfiants sortis de chez eux et embarqués dans des fourgons, font sensation sur les réseaux sociaux.

P 2



L'ÉDITO

Il ne s'agit pas d'une guerre classique de tranchées. L'arme utilisée est de destruction massive. Vous l'avez compris, il s'agit de la guerre que mène notre pays contre des narcotrafiquants qui déversent sur notre territoire d'énormes et ininterrompues quantités de drogues de natures et de noms divers (drogues dures, drogues douces, stupéfiants, psychotropes, etc...). Tous ces poisons sont déversés chez nous. L'objectif de nos ennemis est de pousser à l'addiction notre jeunesse et de la réduire en loques humaines. Attenter à notre riche et précieux capital humain. L'Algérie mène une lutte incessante contre ce fléau. Toutes nos forces sont mobilisées. L'armée, la police, les douanes, bref tous nos services de sécurité. Dans le bilan opérationnel de l'ANP durant le premier semestre de l'année 2026 on peut lire qu'en plus du terrorisme, le narcotrafic n'est pas en reste. 1092 narcotrafiquants arrêtés, 156,5 quintaux de kif traité, 730,46 kg de cocaïne saisie et 25,6 millions de comprimés de psychotropes saisis. D'autres bilans s'ajoutent. De la DGSN, des Douanes.

L'Algérie en guerre...

Pour se faire une idée de l'ampleur des saisies, le 26 juin dernier a eu lieu, à Chlef « la cinquième opération nationale de destruction de stupéfiants et de substance psychotropes, saisies par les unités de l'Armée nationale populaire, de la Gendarmerie nationale, de la Sureté nationale et des Douanes algériennes ». Le communiqué de la Défense nationale précise que, ce jour-là « 16 575 kilogrammes et 693 grammes de kif traité, 1000 kilogrammes et 322 grammes de drogues dures (cocaïne et héroïne) ainsi que 25 138 473 comprimés psychotropes, 262 kilogrammes de poudre psychotrope ont été détruits ». L'estimation financière des drogues saisies est de plus de 50 milliards de dinars. Vous avez bien lu : dinars pas de centimes. Quant aux dégâts humains et mis à part les services

de désintoxication à travers le pays, il y a les agressions sur ascendants par des drogués en manque. Mais il y a aussi d'autres horreurs commises par cette arme non conventionnelle. Comme les victimes de l'accident de l'autocar de Boumerdes causé par le chauffeur, décédé lui aussi, qui avait consommé des stupéfiants. Ce sont également ces bandes de quartier, ces dealers et consommateurs de drogue, qui sèment la terreur dans les cités. Lors de sa dernière rencontre avec la presse nationale, le président Tebboune a rappelé « que la peine de mort a été instaurée, pour la première fois, à l'encontre des narcotrafiquants ». Il a ajouté « nous menons une guerre sans merci contre ces individus ... les services de sécurité sont mobilisés avec tous leurs moyens et nous les vaincrons ». Rappelons que les narcotrafiquants tentent également d'écouler leurs drogues aux abords des établissements scolaires. À ce stade, tous les Algériens doivent se sentir concernés par la lutte contre ce poison. Pour protéger leurs enfants, leurs familles. Ils doivent aider, par le signalement et le renseignement, la police et la gendarmerie avec à leur tête l'ANP. Il faut vaincre la bête !

Zouhir Mebarki

BANDES DE QUARTIERS

L'État frappe d'une main de fer

Les opérations des services de sécurité filmées en train d'appréhender d'une façon musclée des délinquants et autres trafiquants de stupéfiants sortis de chez eux et embarqués dans des fourgons, font sensation sur les réseaux sociaux.

Les coups de filet contre les bandes de quartiers qui sèment la terreur parmi la population se multiplient à travers le pays. Chaque jour, les services de sécurité annoncent le démantèlement de réseaux criminels impliqués dans le trafic de drogue, le port d'armes prohibées, les agressions ou encore les atteintes à l'ordre public. Une mobilisation qui traduit la volonté des pouvoirs publics de restaurer durablement la sécurité dans les quartiers et de mettre fin au sentiment d'impunité dont profitent certains délinquants. À Alger, une vaste opération menée par les services de la police s'est soldée par l'arrestation de 42 individus et la saisie d'un important lot d'armes blanches et de quantités de drogues. La dernière opération en date a été menée par les services de la sûreté de wilaya d'El-Tarf. Les policiers de la daïra de Dréan ont démantelé une bande de quartier qui semait la peur parmi les habitants. 6 individus ont été arrêtés et une quantité importante d'armes



blanches prohibées a été saisie. Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les différentes formes de criminalité et contre les bandes qui menacent la sécurité des citoyens et la tranquillité publique, conformément à l'engagement des autorités de mettre fin à ce phénomène. Ces opérations qui illustrent une réalité de la lutte contre les bandes de quartiers ne se limitent pas aux trafiquants de drogue ou aux détenteurs d'armes. Elle visent également à rétablir l'autorité de la loi dans les espaces publics, là où certains individus tentent d'imposer leurs propres règles en intimidant les habitants. Dans plusieurs grandes villes, des groupes de jeunes s'approprient parfois des rues, des places ou des cités, multipliant provocations, violences, rodéos, dégradations ou occupations illicites des espaces communs. Ces comportements alimentent un climat d'insécurité qui prive

les citoyens de leur droit fondamental à circuler et à vivre sereinement dans leur quartier.

UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

L'action des services de sécurité demeure essentielle, mais elle ne peut, à elle seule, venir à bout de ce phénomène. La prévention et la lutte contre la délinquance nécessitent également l'implication des citoyens. Sans se substituer aux forces de l'ordre ni prendre de risques inconsidérés, chacun peut contribuer à la préservation de la sécurité collective en refusant de banaliser les actes de violence, les agressions, les dégradations ou les violations répétées des règles qui régissent les espaces publics. Signaler les faits aux autorités compétentes, soutenir les victimes et promouvoir une culture du respect de la loi participent à renforcer le lien entre la population et les institutions. La sécurité

d'un quartier ne dépend pas uniquement de la présence policière. Elle repose aussi sur une vigilance citoyenne, une solidarité entre voisins et le refus collectif de laisser une minorité imposer la loi de la peur. La lutte contre les bandes de quartiers dépasse la seule dimension sécuritaire. Elle constitue un enjeu de cohésion sociale et de protection des jeunes contre les dérives de la criminalité organisée, souvent alimentée par les stupéfiants et les armes blanches. Les récentes opérations menées à travers le pays témoignent d'une intensification de cette lutte. Elles rappellent également que la reconquête durable des quartiers passe par une action coordonnée entre les institutions, les familles, les associations, les établissements scolaires et les citoyens, afin que l'espace public demeure un lieu de vie, de partage et de sécurité pour tous.

Ania N.

POUR PROTÉGER L'ÉCONOMIE NATIONALE

La DGD traque les fraudeurs

La lutte contre toutes les formes d'atteintes à l'économie nationale, et plus globalement au patrimoine national, est menée de façon résolue et vigilante par les services compétents. Il s'agit notamment de la traque incessante des activités de fraudes diverses. Les informations données à ce propos, révèlent chaque fois des méthodes de dissimulation aussi complexes les unes que les autres. Ainsi, par un communiqué rendu public ce dimanche 2 août, la Direction générale des douanes (DGD) a rapporté un fait qui s'est passé tout récemment. Il s'agit de la saisie par les éléments de la douane algérienne relevant de la gare maritime du port d'Alger de 1.084 téléphones mobiles de différentes marques sur un voyageur au port d'Alger arrivé à bord d'une traversée en provenance du port de Marseille, en France. La saisie a été opérée à la suite d'un contrôle douanier minutieux du véhicule de ce passager. Les smartphones, marchandises à caractère commercial, dont l'importation est soumise à une réglementation spécifique, transportés illégalement étaient dissimulés dans des boîtes à chaussures. « Cette opération témoigne de la vigilance et du professionnalisme des agents des douanes algériens dans l'exercice de

leurs fonctions et confirme leur engagement constant dans la lutte contre les tentatives de contrebande et de criminalité transfrontalière », a fait observer la Direction générale des douanes. Dernièrement, il s'agissait également d'une affaire d'importation d'une quantité d'arachides de Chine au moyen de fausses factures, examinée par le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed. Pour rappel, au sens de la législation algérienne, la fausse facture, est la facture établie sans avoir procédé à aucune livraison ou prestation, dans le but : de minorer les bases d'imposition aux différents inputs et taxes ; de dissimuler des opérations ; de déplacer et blanchir des capitaux ; de détourner des fonds de l'actif et de financer des opérations illicites, ou licites ; d'obtenir certains avantages tels que le droit à déduction en matière de TVA, et des prêts auprès des établissements bancaires aux fins de financement de projets d'investissement. Au début du mois de juin, c'est une dangereuse bande spécialisée dans la falsification de billets de banque qui a été démantelée par les services de la Gendarmerie nationale d'Alger.

Par ailleurs, on sait que les biens culturels ne sont pas épargnés par les trafics illicites. Lors d'un atelier organisé à

Alger sur cette forme de criminalité, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a indiqué que "près de 15.000 biens culturels ont été saisis et récupérés en 2025", soulignant que l'Algérie "a souffert 132 ans durant du colonialisme (français), une période marquée par le pillage de son patrimoine culturel et le transfert d'un nombre considérable de biens culturels vers l'étranger...". Mme Bendouda a rappelé que la protection des biens culturels constitue "une responsabilité nationale et souveraine s'inscrivant dans le cadre de la préservation de la mémoire collective de la nation et du patrimoine commun de l'humanité". La ministre a fait savoir, à ce propos, que "l'Algérie a adopté, face aux menaces croissantes pesant sur le patrimoine culturel, notamment le trafic illicite des biens culturels, le vol, la contrebande et la criminalité transnationale organisée, une approche globale fondée sur le renforcement du cadre juridique et institutionnel, le développement des mécanismes de coordination entre les différents secteurs concernés et l'intensification de la coopération internationale et régionale dans ce domaine".

M. R.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER

La Namibie intéressée par l'expérience algérienne

L'Algérie et la Namibie entendent insuffler une nouvelle dynamique à leur coopération dans le secteur minier. Cette volonté a été réaffirmée lors d'une rencontre à Alger entre le ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, et l'ambassadeur de Namibie en Algérie, Samuel Kaveto Mbambo. Au cœur des échanges figurent le développement de projets communs dans la valorisation et la transformation locale des ressources minières, ainsi que le renforcement de la coopération en matière de formation et de transfert d'expertise. Les deux parties ont également examiné les opportunités offertes par le savoir-faire algérien dans les différentes branches de l'industrie minière. Le ministre a souligné que les relations historiques entre les deux pays constituent un socle solide pour hisser le partenariat économique à un niveau supérieur. Il a, à cette occasion, présenté la nouvelle stratégie du secteur minier, inscrite dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui fait des mines un levier de diversification économique, de création de richesse et de développement industriel, à travers la transformation locale des ressources nationales. Mourad Hanifi a également mis en avant la nouvelle loi sur les activités minières, conçue pour attirer davantage d'investissements directs étrangers, notamment ceux des grandes multinationales spécialisées, tout en garantissant la préservation des intérêts des générations futures. De son côté, l'ambassadeur namibien a salué la solidité des relations algéro-namibiennes, qu'il a qualifiées de modèle de coopération en Afrique, tout en exprimant l'intérêt de son pays pour l'expérience acquise par l'Algérie dans le développement du secteur minier. À l'issue de la rencontre, les deux parties sont convenues d'élaborer une feuille de route destinée à structurer et à renforcer leur partenariat, ouvrant ainsi la voie à une coopération plus étroite dans un secteur considéré comme stratégique pour les deux pays.

A. N.

MAGRAMANE REÇOIT LE SG DU MAE DU NIGERIA

Les mégaprojets énergétiques au menu

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magramane, a reçu, hier, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de la République fédérale du Nigeria, Ahmed Duno Umar, dans le cadre de la visite qu'il effectue en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre a été l'occasion de passer en revue les relations historiques d'amitié, de coopération et de concertation liant l'Algérie et le Nigeria sur les plans politique, économique et énergétique, et à travers les grands projets de partenariat stratégique lancés par les deux pays pour impulser la dynamique de développement et renforcer les infrastructures à l'échelle du continent africain. Il s'agit notamment des projets du Gazoduc transsaharien (TSGP), de la Route transsaharienne et de la Dorsale transsaharienne à fibre optique, précise le communiqué, soulignant que les deux parties ont réaffirmé leur engagement à les concrétiser. Les deux responsables ont également évoqué "l'agenda des visites et les mécanismes de coopération bilatérale programmés au cours du second semestre de l'année en cours". Ils ont en outre échangé les vues sur "les principales questions régionales et internationales d'intérêt commun", conclut la même source.

R. N.

RETRAITÉS DE L'ANP, FAMILLES DE MARTYRS DU DEVOIR NATIONAL
ET INVALIDES DE LA LUTTE ANTITERRORISTE

La reconnaissance de la Nation

Le président de la République a présidé, hier, une cérémonie en l'honneur de tous les enfants de l'ANP qui se sont sacrifiés pour que l'Algérie demeure debout et reste résolument sur le chemin de l'édification et du développement.

L'Algérie a célébré, hier, la Journée nationale de l'Armée nationale populaire qui coïncide avec le 4 août de chaque année. Cette date instituée par le président de la République en 2022 et fixée à cette date en commémoration de la reconversion de l'Armée de libération nationale (ALN) en ANP le 4 août 1962. Elle se veut une reconnaissance du rôle de l'institution militaire dans la défense de la nation et de sa souveraineté, une consécration du lien entre le peuple et son Armée, comme bouclier qui le protège des ennemis et vecteur d'unité et de stabilité pour le pays. Comme chaque année depuis 2022 maintenant, une cérémonie officielle a été organisée, hier, sous la présidence du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la



Ph: DG

Défense nationale.

Abrité par le Cercle national de l'Armée à Beni Messous à Alger, cet événement a été dédié à des retraités de l'ANP issus de l'ALN, des familles de martyrs du devoir national, ainsi qu'à des grands invalides et blessés dans le cadre de la lutte antiterroriste. Le président Tebboune a ainsi honoré ces enfants dévoués et martyrs de l'ANP en leur remettant des attestations honorifiques et de reconnaissance pour leurs sacrifices au service de la Nation. Un communiqué du ministère de la Défense nationale a rapporté qu'à l'entame de la cérémonie, les présents ont observé une minute de silence à la mémoire des

personnes décédées lors des accidents de la route survenus à Boumerdès et Timimoune.

Auparavant, le président de la République a été accueilli, à son arrivée au CNA, par le général d'armée Saïd Chengriha, ministre délégué auprès du ministère de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP. Une formation militaire lui a rendu les honneurs.

Ont pris part à cette cérémonie les hauts cadres civils et militaires de la Nation. Notamment, le président du Conseil de la nation, la présidente de l'Assemblée populaire nationale, la présidente de la Cour constitutionnelle, le Premier ministre, des

conseillers du président de la République et les membres du gouvernement. Étaient également au rendez-vous, le général de corps d'armée commandant des Forces terrestres, le S.G. du MDN, les commandants de Forces, de la Gendarmerie et de la Garde républicaine, le directeur de cabinet auprès du MDN, le commandant de la 1ère Région militaire, les chefs de départements, et les directeurs et chefs de services centraux du MDN et de l'état-major de l'ANP, outre la présence de personnalités nationales, des moudjahidine et des directeurs des médias nationaux.

Farid Guellil

CHENGRIHA ADRESSE SES VŒUX AUX PERSONNELS DE L'ANP :

« Grâce à vous, l'Algérie reste debout et prospère »

Le général d'armée, Saïd Chengriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a adressé, hier, ses félicitations à l'ensemble des personnels de l'ANP (officiers, sous-officiers, hommes de troupe et personnels civils) à l'occasion de la Journée nationale de l'Armée le 4 août de chaque année. Dans son message de félicitations, le général d'armée s'est dit heureux de s'adresser à tous les personnels de l'ANP, leur souhaitant que « le Tout-Puissant accorde à notre valeureuse armée davantage de force et de puissance ». Le chef d'état-major a rappelé que cette Journée nationale a été instituée par le président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, en reconnaissance du grand rôle joué par les enfants de l'Armée nationale populaire, héritière de l'Armée de libération nationale, dans « la défense des acquis de l'État algérien et la garantie de sa sécurité et de sa stabilité ».

Chengriha a ajouté, dans son message, que cette reconnaissance demeurera à jamais « un insigne d'honneur porté sur la poitrine des enfants de l'institution militaire », et la preuve du lien fort qui les unit à toutes les composantes du peuple algérien, un lien qu'il a qualifié de « sacré qui a toujours constitué le verrou de sécurité pour l'Algérie, et le roc sur lequel

se brisent toutes les tentatives ignobles qui la ciblent et tentent d'entraver sa marche triomphante ».

Chengriha est revenu sur le rôle de l'armée au sortir de « la glorieuse Révolution de libération », période durant laquelle elle a assumé, selon lui, ses responsabilités historiques envers la patrie « avec toute honnêteté et loyauté ». Il a souligné qu'elle a joué « un rôle décisif dans la construction des fondements solides de l'Algérie indépendante » et dans la défense de son territoire et de ses ressources, dans des conditions difficiles marquées par « le manque de moyens et la rareté des ressources », sans compter les séquelles laissées par le colonialisme. Il a affirmé que, malgré ces difficultés, le pays est parvenu, grâce aux efforts et sacrifices de ses enfants dévoués, à « se tenir debout et avancer d'un pas assuré », réalisant en peu de temps de grandes réussites lui ayant valu une place de choix aux niveaux continental et international.

« LES SENTINELLES QUI VEILLENT AUX FRONTIÈRES »

S'adressant directement aux troupes, le chef d'état-major a déclaré : « voici aujourd'hui l'Armée nationale populaire qui, grâce à vous, sentinelles aux frontières et sur chaque parcelle de notre chère patrie, poursuit sa marche de développement croissante ». Il a précisé que

cette dynamique passe par le renforcement des moyens matériels et humains ainsi que des capacités défensives et techniques, afin que l'armée soit « à la hauteur des missions constitutionnelles et nobles qui lui sont confiées » et de la confiance que lui accorde le peuple algérien. Chengriha a, en outre, affirmé que l'Algérie enregistre « avec toute satisfaction » les niveaux élevés atteints par son armée, tant sur le plan de « la grande disponibilité opérationnelle de ses unités » que des « résultats distingués » obtenus dans la lutte contre le phénomène terroriste et les différentes formes de criminalité qui y sont liées. Il a tenu à attribuer ces résultats aux efforts de l'ensemble des personnels de l'ANP sans exception, avec une mention particulière pour les sentinelles postées le long des frontières nationales et déployées sur tout le territoire, ainsi qu'aux différents services de sécurité. Pour conclure, le chef d'état-major a prié pour le repos éternel de tous les martyrs qui ont offert « les plus belles images de sacrifice et d'abnégation » durant les résistances populaires et la glorieuse Révolution de libération, ainsi que pour les martyrs du devoir national, « qui ont donné le meilleur pour que l'Algérie demeure stable, fière et prospère ».

Sarah O.

REUNION MINISTERIELLE ARABE DE SOUTIEN A AL-QODS ET A SA SACRALITE Attaf participe au rendez-vous à Amman

Chargé par le président de la République, le Ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, est arrivé, hier soir, Amman, la capitale jordanienne, pour participer à la Réunion ministérielle de soutien à Al-Qods et à ses lieux saints, a indiqué un communiqué ministériel. La réunion, prévue aujourd'hui, se déroulera en présence des membres du Comité ministériel arabe chargé de l'action internationale pour faire face aux politiques et mesures israéliennes illégales dans la ville d'Al-Qods occupée, ainsi que de l'Indonésie, du Pakistan, de la Turquie et de la Malaisie. La tenue de cette réunion, souligne le communiqué, intervient dans un contexte de détérioration de la situation dans les territoires palestiniens occupés, particulièrement suite à l'escalade continue des agressions de l'occupation israélienne contre le peuple palestinien frère et ses tentatives de saper son projet national. Cette réunion sera également l'occasion pour le ministre d'État, conclut la même source, de tenir des rencontres avec plusieurs de ses homologues afin d'examiner l'état des relations bilatérales et d'échanger les points de vue et les visions concernant les questions internationales et régionales actuelles.

R.N.

IL TIENT UNE SÉANCE PLÉNIÈRE SUR L'ÉDUCATION EN SITUATION DE GUERRE Le CPS de l'UA sous la présidence de l'Algérie

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a ouvert, hier à Addis-Abeba, ses travaux du mois d'août par une séance plénière consacrée à l'éducation en situation de conflit armé, et ce, sous la présidence de l'ambassadeur Mohamed Khaled, Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Union africaine et président en exercice du CPS. Tenue au siège de l'UA, cette séance intervient alors que les systèmes éducatifs dans les zones de conflit sur le continent africain sont confrontés à des défis croissants. Une situation qui prive des millions d'enfants de leur droit fondamental à l'éducation et les expose aux risques d'enrôlement forcé, d'exploitation, de violences et de déplacements, compromettant ainsi les efforts en faveur de la paix et du développement durable. Dans son allocution d'ouverture, le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Union africaine a souligné que « le choix du thème de l'éducation en situation de conflit reflète la conviction du CPS que l'éducation n'est plus seulement une question de développement, mais une priorité au cœur de l'agenda de paix et de sécurité du continent », relevant que « des millions d'enfants africains restent privés de leur droit à l'éducation en raison des conflits, des déplacements et des catastrophes humanitaires, une réalité qui menace leur avenir et compromet les efforts en faveur de la paix et de la stabilité ». Il a indiqué que cette séance « s'inscrit dans la continuité des travaux du Conseil, à travers l'évaluation de la mise en œuvre des décisions issues de ses deux précédentes sessions (2024 et 2025) et le renforcement de la coordination entre les différents organes de l'UA pour garantir la protection et la continuité de l'éducation en temps de crise ».

R.N.

ALLÈGEMENT DU CARTABLE SCOLAIRE

Une nécessité sanitaire urgente

À un mois de la rentrée scolaire, le ministère de l'Éducation nationale remet la question de l'allègement des cartables au cœur de ses priorités.

Dans une instruction adressée le 30 juillet dernier aux directeurs de l'éducation et aux chefs d'établissements des trois cycles (primaire, moyen et secondaire), le département ministériel exige la poursuite des mesures destinées à réduire le poids des cartables et à rationaliser l'acquisition des fournitures scolaires. Ces directives s'inscrivent dans la continuité des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait fait de l'allègement des cartables l'un des engagements majeurs de la réforme du système éducatif engagée depuis 2019. L'objectif est double à savoir ; améliorer les conditions de scolarisation des élèves tout en limitant les dépenses inutiles des familles. Pourtant, malgré les rappels successifs du ministère, les mêmes difficultés persistent d'une année à l'autre. Sur le terrain, les consignes peinent à être appliquées de manière uniforme. Plusieurs établissements continuent d'imposer des listes de fournitures dépassant les recommandations officielles, tandis que certains enseignants demandent aux élèves d'apporter quotidiennement un nombre important de



DE

cahiers, de manuels et de supports pédagogiques, alourdissant considérablement les cartables.

UN VÉRITABLE ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE

La question du poids des cartables ne relève pas uniquement de l'organisation scolaire. Elle constitue un véritable enjeu de santé publique. De nombreux spécialistes alertent depuis plusieurs années sur les conséquences d'un cartable excessivement lourd chez les enfants en pleine croissance pouvant entraîner des douleurs dorsales, des troubles posturaux, des déformations de la colonne vertébrale, de la fatigue musculaire et des risques de pathologies chroniques à l'âge adulte. Prévenir ces problèmes passe par une application rigoureuse des mesures décidées par les pou-

voirs publics. Chaque acteur de la communauté éducative est concerné partant des administrations, des directions d'établissements, des enseignants, jusqu'aux parents d'élèves. Le non-respect des consignes ne pénalise pas seulement les élèves aujourd'hui. Il risque également d'alourdir demain la charge du système de santé. Les troubles musculo-squelettiques qui auraient pu être évités grâce à une politique de prévention efficace pourraient entraîner des consultations médicales, des traitements spécialisés, voire des prises en charge de longue durée, générant ainsi un coût important pour la collectivité. L'allègement des cartables ne doit donc plus être perçu comme une simple mesure administrative ou une recommandation de circonstance à l'approche de la rentrée. Il s'agit d'un

investissement dans la santé des générations futures, qui nécessite une application stricte des instructions ministérielles afin que les engagements pris ne restent pas lettre morte.

UNE LISTE UNIFIÉE POUR LIMITER LES EXCÈS

Pour renforcer l'application de ces mesures, la Direction générale de l'enseignement a lancé un guide unifié des fournitures scolaires pour l'année scolaire 2026-2027, couvrant les trois cycles de l'enseignement. Ce document constitue désormais la référence officielle et fixe le minimum de fournitures devant être exigé des élèves, conformément aux programmes pédagogiques de chaque niveau et, pour le secondaire, selon les différentes filières. Le ministère insiste également sur la nécessité de prendre en compte les dimensions pédagogiques, sociales et sanitaires lors de sa mise en œuvre. Les directeurs de l'éducation ont ainsi été chargés de veiller, par l'intermédiaire des chefs d'établissements, à l'application stricte de ce guide sur le terrain afin d'atteindre les objectifs fixés. Cette liste unifiée vise avant tout à rationaliser l'utilisation des fournitures scolaires, notamment des cahiers, dont une part importante reste souvent inutilisée à la fin de l'année. L'objectif est de réduire le gaspillage, d'alléger les dépenses des familles et, surtout, de préserver la santé des élèves en limitant le poids des cartables.

Ania N.

ENVIRONNEMENT

L'Algérie compte s'engager dans l'Initiative verte pour le Moyen-Orient

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Kaouter Krikou, a reçu à Alger, le Secrétaire général de l'Initiative verte pour le Moyen-Orient, Ibrahim Al-Turki dans laquelle l'Algérie a réaffirmé sa volonté de s'engager dans cette initiative saoudienne, tout en mettant en avant son expérience en matière de réhabilitation des terres, à travers le projet du Barrage vert. En effet, cette rencontre, tenue au siège du ministère, a permis d'échanger les vues sur les principaux défis environnementaux actuels ainsi que sur les perspectives de développement de la coopération avec l'Initiative verte pour le Moyen-Orient, dans le cadre du renforcement de la coordination sur les questions environnementales d'intérêt commun. À cette occasion, la ministre a présenté un exposé sur l'expérience algérienne relative au projet du Barrage vert, mettant en avant l'approche socioéconomique adoptée par les pouvoirs publics pour la réhabilitation dudit projet, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en tant que projet stratégique destiné à consolider le développement durable et à faire face aux impacts du changement climatique. À l'issue de la rencontre, la ministre a précisé avoir échangé les vues avec le SG de l'Initiative verte pour le Moyen-Orient sur « les moyens de transfert des expertises algérienne et saoudienne dans le domaine de

l'environnement, particulièrement l'expérience de réhabilitation du Barrage vert ». Elle a ajouté que « les deux parties ont relevé une convergence de vues quant à l'importance d'adopter cette approche à travers l'implication des populations locales, des jeunes et des micro-entreprises dans les opérations de restauration des terres ». Mme Krikou a également présenté l'expérience algérienne portant sur la reconversion de la décharge d'Oued Smar en un parc urbain, soulignant que « cette réalisation traduit l'intérêt accordé par l'Algérie à la dimension environnementale et à son lien avec le développement durable ». De son côté, le SG de l'Initiative verte pour le Moyen-Orient, Ibrahim Al-Turki, a exprimé

sa satisfaction quant aux résultats de cet entretien, indiquant que « les discussions ont porté sur différents dossiers environnementaux d'intérêt commun, sur fond d'une entente mutuelle et d'une volonté partagée de promouvoir la coopération au service des objectifs écologiques et de développement ». Il a souligné que « l'Initiative verte pour le Moyen-Orient, lancée par le Royaume d'Arabie saoudite, vise à intensifier la coopération entre les pays de la région pour relever les défis environnementaux, au premier rang desquels figurent le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres et la perte de biodiversité », a-t-il conclu.

L. Zeggane

PROMENADE DES SABLETTES

Des bornes automatiques pour payer son stationnement

Le parking de la Promenade des Sablettes à Alger s'est doté de bornes automatiques de paiement, en vue de faciliter l'accès et la sortie des véhicules, a indiqué l'Office des parcs des sports et loisirs de la wilaya d'Alger (OPLA) dans un communiqué. « Dans le cadre de l'amélioration des services publics et de la mise en place de mécanismes numériques rapides et plus performants, l'Office des parcs des sports et loisirs de la wilaya d'Alger a lancé un dispositif de bornes automatiques de paiement au niveau du parking de la Promenade des Sablettes », a précisé le communiqué. Ce nouveau dispositif de bornes automatiques permettra de faciliter l'accès et la sortie des véhicules sans intervention humaine, a souligné la même source.

L. Z.

MÉTRO D'ALGER

Des modifications du trafic à partir de vendredi prochain

La société d'exploitation du Métro d'Alger (SEMA), a annoncé qu'à partir de vendredi prochain, les trajets seront directs entre les stations Aïn Naâdja et Place des Martyrs, dans les deux sens, et ce dans le cadre d'un programme de maintenance technique. Selon le communiqué de l'entreprise, « cette modification entraînera des changements dans le parcours de certaines lignes et nécessitera une correspondance pour les voyageurs se dirigeant vers plusieurs stations ». Ce nouveau dispositif remplacera temporairement le parcours reliant El-Harrach Centre à la Place des Martyrs, le temps de la mise en œuvre du programme de maintenance. De plus, les voyageurs à destination des stations Bachdjerrah – Tennis, Bachdjerrah, El-Harrach Station et El-Harrach Centre devront, quant à eux, effectuer une correspondance à la station Hai El-Badr. Ils devront ainsi changer de train et de quai afin de poursuivre leur trajet. Dans ce cadre, la société Sema invite les usagers à rester attentifs aux panneaux d'orientation et aux annonces sonores diffusées dans les stations et les rames, tout en suivant les indications des agents du métro.

L. Z.

74 MORTS ET 1 951 BLESSÉS

Une semaine macabre sur nos routes

Soixante-quatorze personnes sont décédées et 1951 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus du 26 juillet au 1er août dernier, à travers le territoire national, a indiqué, hier, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Boumerdès, où 28 personnes sont décédées et 54 autres ont été blessées dans 40 accidents, a précisé la même source. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 8875 interventions ayant permis de sauver 6354 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 2112 autres et d'évacuer 388 personnes vers les structures sanitaires locales, a ajouté le bilan, déplorant, toutefois, le décès par noyade de 19 personnes. En outre, trois morts dans des réserves d'eau ont été également enregistrés durant la même période, a souligné la même source. Au cours de la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2730 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger avec 292, Batna avec 128 et Blida avec 101 incendies. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues, également, pour l'extinction de 309 incendies du couvert végétal dans plusieurs wilayas du pays, a conclu le communiqué.

L. Z.

LA MINISTRE ESPAGNOLE DE LA DÉFENSE DÉFEND LA SOUVERAINETÉ ESPAGNOLE SUR CEUTA ET MELILLA :

« C'est un acte de guerre fomenté par le Makhzen »

La ministre espagnole de la Défense, Margarita Robles a demandé au Maroc de mener une enquête approfondie sur l'invasion migratoire vers Ceuta, et a également évoqué les « mafias » qui pourraient être à l'origine de cette situation, qui s'est soldée par la mort de près de 100 personnes.

Il faut savoir dans ce cadre que le gouvernement de l'enclave avait demandé à Madrid la proclamation de l'état d'urgence pour rétablir l'ordre, mais cette demande n'avait pas été satisfaite, dans un premier temps car elle supposait l'envoi de troupes de l'armée espagnole pour des missions de police, ce qui n'était pas prévu dans les dispositions constitutionnelles du royaume d'Espagne. Toutefois, après étude de la situation et des consultations à un haut niveau, un contingent, composé de gendarmes et de marins a été dépêché vers l'enclave avec comme mission rétablir l'ordre et la sécurité et surtout appréhender les clandestins pour leur renvoi au Maroc. La ministre de la Défense, Margarita Robles, a pointé directement du doigt le Maroc lundi, lui demandant d'enquêter « jusqu'au bout » sur l'arrivée de milliers de personnes traversant la frontière à la nage et de manière irrégulière vers la ville de Ceuta, un épisode qui, selon les dernières informations, a coûté la vie à près de 100 personnes. S'exprimant depuis la base aérienne de Saragosse, la ministre Robles, outre le fait d'exiger des explications à Rabat, a également pointé du doigt les « mafias » qui pourraient être à l'origine de cette situation. « Quiconque est derrière tout cela, les mafias ou quiconque l'a toléré, devra en répondre », a déclaré le secrétaire d'État, selon la radio-télévision espagnole RTVE. « Nous ne pouvons pas détourner le regard, ni l'Espagne ni le Maroc, face à cette tragédie humaine », a souligné Robles, qui a de nouveau défendu la souveraineté de Ceuta et de Melilla : « Il faut que chacun comprenne bien que l'intégrité territoriale et la souveraineté espagnole sont intouchables, que Ceuta et Melilla sont intouchables ». Une déclaration qui met fin aux espoirs de Rabat et ses alliés de profiter de la situation de chaos qu'ils ont créée pour en tirer des dividendes politiques et stratégiques. De plus en plus de voix accusent le Maroc d'avoir contribué à alimenter la crise, notamment le président de Ceuta, Juan Jesús Vivas, du Parti populaire (PP), qui a décrit les passages de frontière de la semaine comme une attaque contre l'intégrité territoriale de l'Espagne, perçue comme quelque chose qui, « si elle n'a pas été orchestrée, a au moins été encouragée ou permise par



le Maroc ». Les autorités espagnoles ont indiqué lundi qu'environ 69 500 personnes étaient rentrées au Maroc ces derniers jours. On estime qu'environ 2 500 de ces personnes ayant franchi la frontière se trouvaient encore à Ceuta, dont près de 900 mineurs. Cet afflux extraordinaire a complètement submergé la ville de 84 000 habitants et déclenché une crise politique au sein de l'Union européenne, de nombreux États membres accusant l'Espagne d'être responsable de la situation. À Ceuta, les dirigeants ont insisté sur le contexte plus large des événements. « C'est une atrocité », a déclaré le président régional, M. Vivas. « Il y a 88 corps à la morgue et

d'autres encore de l'autre côté de la frontière », a-t-il précisé. Abondant dans le même sens, le général espagnol à la retraite, José Enrique de Ayal, avait, par le passé, lâché, une bombe en déclarant que le Maroc n'est pas un État souverain, mais un simple pion entre les mains des États unis et d'Israël. Il avait affirmé que les Européens connaissent le régime marocain mieux que Washington, car l'Espagne et la France sont celles qui ont créé ce régime depuis le moment de la remise des terres des Rifains, qui n'ont jamais été soumises aux Alaouites. Une véritable gifle adressée au Makhzen qui fait montre d'une attitude de pleutre lui qui a allumé la mèche grâce au soutien

de ses alliés mais qui n'a pas su comment gérer la suite des événements en confiant cette mission à ses mouches électroniques pour s'attaquer tantôt à l'Algérie, tantôt à l'Espagne et même à des pays africains qu'ils ont accusés d'être les parrains de la mafia de l'émigration clandestine. Mais ce qui retient l'attention depuis ces derniers événements est la déclaration de l'ex-membre du Congrès américain, la républicaine Marjorie Taylor Greene, qui a annoncé dans une déclaration que le gouvernement américain a versé au Maroc 40 millions de dollars pour financer l'invasion de l'Espagne via le scénario d'une vague migratoire vers l'enclave de Ceuta. « Les Républicains ont versé au Maroc 40 millions de dollars pour financer ce coup fourré puis ont fait montre de dénoncer quand les choses ont mal tourné. Républicains et démocrates sont les deux faces d'une même pièce de monnaie. Ils ont usé de l'argent du contribuable pour financer une opération de déstabilisation qui ne représente aucun intérêt pour le contribuable américain », a-t-elle indiqué. Cela prouve que ce qui s'est passé la semaine dernière n'était pas une réaction spontanée des sujets du commandeur des croyants M6, mais un épisode d'un complot ourdi par le Maroc, les USA et Israël.

Slimane B.

L'ESPAGNE INTIME À AKHANNOUCH L'ORDRE DE QUITTER SON TERRITOIRE :
« Rentre chez toi au Maroc »

Alors que son pays a basculé dans le chaos juste après le discours de Mohammed VI à l'occasion de la fête du Trône, avec l'invasissement orchestré de dizaines de milliers de migrants dirigés vers l'enclave espagnole de Ceuta, le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, lui, a pris la poudre d'escampette. Non seulement il a abandonné ses responsabilités dans un moment de crise très critique, mais celui censé être le deuxième homme après le roi, a quitté le pays pour l'île espagnole de Majorque pour se la couler douce. Akhannouch croit-il passer inaperçu au beau milieu de ce charivari politico-médiatique provoqué par la crise de Ceuta avec l'Espagne ? Les médias ibériques ont révélé, hier, l'impensable, citant un responsable proche du gouvernement espagnol. Une source selon laquelle, Akhannouch a été prié de quitter le territoire espagnol et de mettre fin à ses vacances, suite à la multiplication des appels à des protestations devant sa résidence et ce dans le contexte de la crise de Ceuta. Selon la même source, des voix au sein du gouvernement espagnol s'interrogent sur les raisons de sa présence dans le pays, alors que les répercussions du déplacement de quelque 70 000 Marocains vers Ceuta persistent. Akhannouch n'avait donc le choix que de rentrer au Maroc.

F. G.

LE FRONT POLISARIO RÉAFFIRME L'ATTACHEMENT À L'AUTODÉTERMINATION

« Le peuple sahraoui respire la liberté et l'indépendance »

Le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies et coordinateur avec la MINURSO, Sidi Mohamed Ammar, a réaffirmé, hier, l'attachement du peuple sahraoui à son droit à la liberté, à l'indépendance et à l'exercice de sa pleine souveraineté sur l'ensemble de son territoire, tout en dénonçant les violations des droits humains commises dans les territoires occupés et les obstacles entravant le processus de paix sous l'égide de l'ONU.

Dans un entretien accordé au service espagnol de l'Agence de presse sahraouie (SPS), le diplomate sahraoui a indiqué que la lettre adressée au Conseil de sécurité concernant la situation critique du prisonnier politique sahraoui Naâma Asfari a récemment été diffusée en tant que document officiel du Conseil de sécurité sous la référence S/2026/606, puis distribuée aux États membres. Sidi Mohamed Ammar a rappelé que Naâma Asfari observe une grève de la faim illimitée depuis le 8 juin 2026, pour protester contre ses conditions de détention et contre le refus des autorités marocaines d'appliquer les décisions des Nations unies relatives à son cas ainsi qu'à celui des autres prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdeim Izik.

Il a précisé que le Front Polisario a exhorté le Conseil de sécurité à prendre des mesures urgentes afin de protéger la vie et l'intégrité physique de Naâma Asfari, tenant les autorités marocaines pour responsables de son sort ainsi que de celui des autres détenus sahraouis, qu'il accuse d'être victimes de violations systématiques des droits humains dans les prisons marocaines. Le responsable sahraoui a également rappelé la responsabilité historique des Nations unies envers le Sahara occidental, territoire toujours inscrit sur la liste des territoires non autonomes en attente de

décolonisation. Il a appelé l'organisation internationale à mettre en place un mécanisme indépendant de surveillance des droits de l'homme dans le territoire.

DES OBSTACLES PERSISTANTS AU PROCESSUS DE PAIX

Interrogé sur les perspectives du processus de paix, Sidi Mohamed Ammar a rappelé que, conformément à la résolution 2797 du Conseil de sécurité adoptée en octobre 2025, les Nations unies et les États-Unis ont coprésidé trois réunions ministérielles informelles sur le Sahara occidental entre janvier et février 2026. Ces rencontres ont réuni les ministres des Affaires étrangères du Front Polisario et du Maroc, en présence des chefs de la diplomatie de l'Algérie et de la Mauritanie, en qualité de pays voisins et observateurs. Selon lui, ces réunions ne constituent qu'un point de départ et il demeure prématuré d'en évaluer les résultats, les obstacles restant nombreux.

Il a estimé que la principale entrave réside dans l'attitude du Maroc, dont les pratiques sur le terrain témoigneraient, selon lui, d'un manque de volonté de parvenir à un règlement pacifique, durable et conforme au droit international.

Le diplomate a rappelé que le Front Polisario avait réaffirmé, lors de la session ordinaire de son Secrétariat national tenue les 16 et 17 avril 2026, son engagement en faveur des efforts des Nations unies, tout en soulignant que toute solution juste et définitive devait impérativement garantir le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance à travers un processus libre, transparent et démocratique, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale de l'ONU. Le Secrétariat national, a-t-il ajouté, rejette toute formule de règlement

susceptible de légitimer l'occupation ou de contourner les aspirations du peuple sahraoui à la liberté, à l'indépendance et à la pleine souveraineté. Sidi Mohamed Ammar a par ailleurs indiqué que le Conseil de sécurité devrait se réunir en octobre prochain, sous présidence grecque, afin d'examiner le rapport du Secrétaire général sur le Sahara occidental et de statuer sur le renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

CRITIQUES CONTRE RABAT SUR LA QUESTION MIGRATOIRE

Évoquant les récents flux migratoires de ressortissants marocains vers l'Espagne, le représentant du Front Polisario a estimé que les événements survenus ces derniers jours à Ceuta, marqués par un afflux massif de migrants dans un contexte qu'il qualifie de passivité des forces de sécurité marocaines, reflètent la réalité de la situation sociale et politique au Maroc. Il a relevé que ces événements sont intervenus au lendemain d'un discours du souverain marocain affirmant que sa priorité était d'assurer des conditions de vie libres et dignes à tous les Marocains, estimant que cet exode massif contredisait ce discours. En conclusion, Sidi Mohamed Ammar a soutenu que cette situation illustre, selon lui, la nature autoritaire du régime marocain, qu'il accuse de priver sa population de ses droits fondamentaux et d'alimenter l'instabilité régionale. Il a également reproché aux autorités marocaines d'utiliser, de manière récurrente, les mouvements de population comme un moyen de pression politique, évoquant notamment la « Marche verte » de 1975 et les crises ultérieures avec l'Espagne.

M. Seghilani

SAHARA OCCIDENTAL

Un député britannique appelle Londres à soutenir l'autodétermination

Le député britannique Jeremy Corbyn a réitéré son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, appelant le Royaume-Uni à jouer un rôle plus actif en faveur de l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. Cette prise de position s'inscrit dans le cadre de son appui à une motion parlementaire présentée devant la



Dans une publication diffusée sur son compte officiel sur les réseaux sociaux, Jeremy Corbyn a réaffirmé son attachement aux droits inaliénables du peuple sahraoui et son soutien au respect de la légalité internationale. Il a souligné que la dernière question de décolonisation en Afrique ne pourra être résolue qu'en permettant aux Sahraouis d'exprimer librement leur volonté à travers un référendum d'autodétermination organisé sous l'égide des Nations unies. Les données du Parlement britannique montrent également que Jeremy

Corbyn a signé, le 24 juin dernier, une motion parlementaire exhortant le gouvernement britannique à mettre à profit sa position au sein du Conseil de sécurité des Nations unies afin de soutenir les efforts de l'ONU visant à organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, dans le respect des principes du droit international. Cette initiative, soutenue par plusieurs députés issus de différentes formations politiques, témoigne d'une montée des voix au sein du Parlement britannique en faveur d'une politique davantage

conforme à la légalité internationale. Les signataires appellent à une implication accrue de Londres face à la poursuite de l'occupation marocaine, accusée d'entraver le processus de règlement onusien et de refuser l'application des engagements garantissant au peuple sahraoui l'exercice de son droit légitime à l'autodétermination. Cette démarche parlementaire intervient alors que le peuple sahraoui poursuit son combat pour l'achèvement du processus de décolonisation. Elle intervient également dans un contexte marqué par des cri-

tiques croissantes dénonçant la politique du fait accompli imposée par l'occupation marocaine dans les territoires sahraouis occupés, en dépit des résolutions des Nations unies réaffirmant le droit inaliénable du peuple sahraoui à décider librement de son avenir. Pour plusieurs observateurs, cette initiative constitue un nouveau signal politique démontrant que la question du Sahara occidental demeure présente au sein des institutions législatives internationales. Elle traduit également un soutien grandissant aux appels réclamant la fin de l'occupation marocaine et la garantie des droits légitimes du peuple sahraoui, malgré les tentatives de Rabat de consolider le statu quo dans le territoire occupé. Le Sahara occidental reste inscrit à l'ordre du jour des Nations unies en tant que territoire non autonome relevant du processus de décolonisation. Les résolutions onusiennes successives rappellent que tout règlement juste, durable et définitif du conflit passe par l'exercice, par le peuple sahraoui, de son droit à l'autodétermination, conformément à la Charte des Nations unies et aux résolutions pertinentes.

M.Seghilani

CESSEZ-LE-FEU À GHAZA

La résistance palestinienne exige le respect des engagements

Un responsable de la résistance palestinienne a affirmé, lundi soir, que les différentes factions palestiniennes restent pleinement attachées aux dispositions convenues pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu à Gaza, y compris le respect des engagements de toutes les parties. Dans une déclaration à la presse, il a indiqué que la résistance palestinienne attend une réponse officielle et sans ambiguïté de Nikolai Mladenov ainsi que des médiateurs concernant les modalités arrêtées pour cette nouvelle étape. Cette prise de position intervient après la publication d'un communiqué du Conseil de la paix présentant une lecture différente des accords conclus entre les factions palestiniennes et les médiateurs au sujet de l'application de la deuxième phase du cessez-le-feu. À l'issue d'une réunion avec le Premier ministre de l'occupant sioniste, Benjamin Netanyahu, le Conseil de la paix a affirmé qu'aucun retrait israélien au-delà de la « ligne jaune » ne serait envisagé avant l'achèvement complet du désarmement dans la bande de Gaza. Les pays médiateurs ont, de leur côté, dénoncé la poursuite des violations du cessez-le-feu par l'occupant sioniste. Dans un communiqué publié lundi soir, le Conseil a présenté le désarmement total de la bande de Gaza comme une condition essentielle de la prochaine phase, estimant que l'objectif est d'éliminer toute présence armée afin de permettre l'instauration d'une administration civile. Selon le texte, le plan de désarmement engloberait les armes légères, les armes lourdes ainsi que les tunnels, dans le cadre d'un processus global destiné à démanteler les capacités militaires de la bande de Gaza. L'opération serait supervisée par une force internationale de stabilisation, assistée d'une commission chargée de contrôler le respect des

engagements. À l'issue de cette rencontre, le président du Conseil de la paix à Gaza, Nikolai Mladenov, a écrit sur la plateforme X : « Ce fut une longue journée à El-Qods. J'ai rencontré le Premier ministre Netanyahu et son équipe. Nous entrons dans la phase la plus difficile. Je ne l'ai jamais caché. Le travail que nous accomplissons aujourd'hui est lent, exigeant et d'une grande complexité. » En réponse à ces déclarations, la résistance palestinienne a réaffirmé que les différentes factions demeurent attachées aux engagements conclus concernant la deuxième phase de l'accord, y compris les obligations incombant à chacune des parties. Vendredi dernier, le Conseil de la paix avait déjà insisté sur la nécessité pour l'occupant sioniste d'appliquer immédiatement l'ensemble de ses obligations prévues par le protocole de Charm el-Cheikh, notamment l'arrêt des opérations militaires. Il avait également souligné que le passage à chaque nouvelle étape demeurerait conditionné à la vérification sur le terrain de l'application complète de la phase précédente. Le projet d'accord, dont Al Jazeera affirme avoir obtenu une copie, prévoit un recensement, un stockage et un contrôle progressifs des armes de la résistance palestinienne dans le cadre d'un plan global de paix. Ce processus serait synchronisé avec le retrait total des forces israéliennes de la bande de Gaza, sans qu'aucune des parties ne puisse imposer de mesures unilatérales. Le texte prévoit également que la Commission nationale chargée de l'administration de Gaza soit la seule autorité habilitée à superviser le recensement, le stockage et le contrôle des armes à l'intérieur de l'enclave. Une disposition que l'occupant sioniste refuse toujours d'appliquer, empêchant jusqu'à présent cette commission d'accéder à Gaza et d'exercer ses missions. La résistance palesti-

nienne avait déjà souligné que toute avancée dans le processus de recensement des armes devait être accompagnée d'un retrait israélien progressif et équivalent de la bande de Gaza. Parallèlement, une source du bureau du Premier ministre de l'occupant sioniste a déclaré que l'armée israélienne ne se retirerait pas de la « ligne jaune » et poursuivrait ses opérations militaires malgré les efforts visant à consolider le cessez-le-feu, rejetant ainsi la feuille de route élaborée au Caire. La chaîne israélienne Channel 13 a, par ailleurs, rapporté que de hauts responsables israéliens avaient été surpris par la révélation de l'accord en cours de négociation avec la résistance palestinienne. Ces développements interviennent après l'annonce, vendredi, par le président américain Donald Trump et le Conseil de la paix d'un accord de principe sur la mise en œuvre de la prochaine phase du cessez-le-feu à Gaza. Dans le même temps, le bureau du Premier ministre israélien a fait part à Washington de ses réserves concernant ce plan, pourtant soutenu par Donald Trump, estimant que le texte publié ne reflète pas la position officielle israélienne. Son porte-parole, Doron Spielman, a déclaré à l'AFP que toute solution durable à Gaza devait être précédée d'un désarmement complet, vérifiable et irréversible de la résistance palestinienne. Selon lui, les services de renseignement sionistes estiment que la résistance palestinienne a reconstitué une partie de ses capacités militaires et recruté de nouveaux combattants depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, jugeant qu'un accord ne prévoyant pas son désarmement total laisserait subsister une menace pour l'entité sioniste.

M. S.

LA DIPLOMATIE PALESTINIENNE INTERPELLE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE « Les Palestiniens ont le droit à la santé »

Le ministère palestinien des Affaires Étrangères a affirmé que le document analytique publié par la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible constitue une preuve supplémentaire de la gravité des crimes commis par l'occupant sioniste, avec la complicité de ses soutiens, contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, qualifiés de génocide.

Dans un communiqué, le ministère a indiqué que ce rapport, à l'instar d'autres documents de référence, est le fruit des efforts continus déployés par la diplomatie palestinienne sur les plans politique et juridique, en coordination avec les instances onusiennes, les organisations de défense des droits humains et les acteurs du secteur médical, afin de documenter et d'analyser les attaques systématiques contre les infrastructures sanitaires et le tissu social palestinien. La Rapporteuse spéciale des Nations unies, la Dre Talaleng Mofokeng, a récemment publié une étude intitulée « Série d'études sur le génocide médical : le génocide reproductif comme crise de santé publique ». Selon le ministère, les conclusions du document établissent que le concept de « génocide médical » recouvre les attaques délibérées et systématiques visant les hôpitaux, les établissements de santé, le personnel médical et les patients.

Elles englobent également le blocage de l'acheminement des médicaments, des équipements médicaux et du carburant, ainsi que les entraves à l'aide humanitaire et aux évacuations sanitaires. Ces pratiques détruisent la capacité du système de santé à protéger la population civile et pourraient, en raison de leur caractère généralisé et systématique, constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des éléments attestant de l'imposition délibérée de conditions de vie destinées à provoquer la destruction physique d'un groupe protégé. Le communiqué souligne également que le rapport met en lumière ce qu'il qualifie de « génocide reproductif » dans la bande de Gaza, à travers la destruction des maternités et des services obstétriques, la privation des femmes de soins de santé, d'eau, de nourriture et de médicaments, ainsi que l'imposition de conditions mettant en péril la vie des mères, des fœtus et des nouveau-nés, compromettant ainsi la continuité du peuple palestinien à travers les générations. Le ministère estime par ailleurs que le cadre juridique et les analyses présentés dans ce document s'appliquent également à la situation en Cisjordanie occupée, y compris à El-

Qods occupée, où les forces de l'occupant sioniste sont accusées de prendre d'assaut des hôpitaux et des centres de santé, d'entraver les ambulances, d'empêcher les patients et les équipes médicales de circuler et d'imposer des sièges aux villes et aux camps de réfugiés, parallèlement à l'expansion de la colonisation, aux violences des colons et aux incursions militaires répétées. Enfin, le ministère palestinien des Affaires étrangères a appelé la communauté internationale à prendre au sérieux les conclusions de ce rapport et à les traduire en mesures immédiates et concrètes visant à mettre fin au génocide et à l'agression, à protéger les établissements de santé et le personnel médical, à obtenir la libération des professionnels de santé palestiniens détenus, à garantir l'entrée sans restriction des aides humanitaires et des fournitures médicales ainsi que les évacuations sanitaires, tout en soutenant les mécanismes de reddition des comptes afin de mettre un terme à l'impunité dont bénéficie, selon lui, l'occupant sioniste et de mettre fin à l'occupation, qualifiée de « crime majeur ».

M. S.

GHAZA

Des funérailles collectives pour 112 martyrs

Le ministère palestinien de la Santé a annoncé, mardi, une nouvelle hausse du bilan des victimes de l'agression de l'occupant sioniste contre la bande de Ghaza, selon son rapport statistique quotidien recensant les pertes humaines enregistrées au cours des dernières 24 heures.

Dans son communiqué, le ministère a indiqué que les dépouilles de deux martyrs avaient été transférées vers les hôpitaux de l'enclave, tandis que dix nouveaux blessés ont été admis à la suite de la poursuite des bombardements visant les zones résidentielles. Il a également précisé que de nombreuses victimes demeurent ensevelies sous les décombres ou gisent dans les rues, les équipes de secours et de la Défense civile étant toujours incapables d'y accéder en raison de l'intensité des frappes et de la destruction des infrastructures. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre, les autorités sanitaires palestiniennes recensent 1 252 martyrs, 4 120 blessés ainsi que 804 corps extraits des décombres, illustrant la poursuite des attaques malgré les engagements annoncés. Le bilan cumulé depuis le début de l'offensive, le 7 octobre 2023, s'élève désormais à 73 377 martyrs et 174 230 blessés, dans un contexte de crise humanitaire sans précédent qui met le système de santé de Ghaza au bord de l'effondrement.

UNE PREUVE DE PLUS D'UN GÉNOCIDE

La ville de Ghaza a vécu, hier, une cérémonie funéraire exceptionnelle avec l'inhumation collective de 112 martyrs appartenant à deux familles, dont les dépouilles ont été retrouvées sous les ruines de leurs habitations détruites lors des bombardements de l'occupant sioniste dans le quartier d'Al-Sabra, au sud de la ville. Par son ampleur, cette cérémonie a constitué un témoignage saisissant de l'une des plus importantes tueries ayant frappé des familles palestiniennes durant la guerre d'extermination. Des dizaines de corps, enveloppés dans des linceuls blancs et le drapeau palestinien, ont été alignés dans un vaste espace ouvert, tandis que des centaines de proches sont venus rendre un dernier hommage à des victimes privées de sépulture pendant de longs mois. Les pleurs, les prières et les invocations ont accompagné cette cérémonie marquée par une profonde émotion, les familles retrouvant enfin les dépouilles de leurs proches restées ensevelies sous les gravats depuis la fin de l'année 2023. Ces funérailles ont été organisées après que les équipes de la Défense civile et les secouristes ont réussi à extraire les corps au terme de plusieurs jours d'opérations menées dans des conditions extrêmement difficiles, aggravées par le manque de matériel. Samedi, la Défense civile avait annoncé l'achèvement des recherches dans un îlot résidentiel d'Al-Sabra, après 136 heures de travail ininterrompu, permettant de retrouver les restes des victimes. Selon les données publiées, les martyrs comprennent 40 enfants, 38 femmes et 7 personnes en situation de handicap, soulignant le caractère essentiellement civil des victimes et renforçant les accusations faisant état d'un massacre de grande ampleur ayant visé des familles entières dans leurs habitations. Le massacre remonte au 23 novembre 2023, lorsque l'armée de l'occupant sioniste a bombardé un pâté de maisons abritant les familles Al-Hassayna et Abou Charia, quelques heures seulement avant l'entrée en vigueur de la première trêve humanitaire, ensevelissant sous les décombres



des dizaines de civils. Les corps sont restés sous les ruines durant plusieurs mois, les opérations de secours étant rendues impossibles par la poursuite des hostilités et la dangerosité de la zone. Ce n'est qu'après l'accès récent au secteur que les équipes de secours ont pu récupérer les dépouilles afin de leur offrir une sépulture digne.

PLUS DE 4 000 VIOLATIONS DU Cessez-le-feu

Le directeur général du Bureau gouvernemental des médias à Ghaza, Ismaïl Al-Thawabta, a affirmé que l'armée de l'occupant sioniste poursuit « délibérément » des violations systématiques et graves de l'accord de cessez-le-feu, en défiant ouvertement le droit international humanitaire ainsi que les résolutions des Nations unies. Dans une déclaration à la presse, il a indiqué que les autorités compétentes avaient documenté, dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, une succes-

sion ininterrompue d'attaques terrestres, aériennes et maritimes, ainsi que des bombardements directs contre des quartiers résidentiels et des centres d'hébergement. Selon lui, plus de 4 000 violations ont été officiellement enregistrées depuis le début du cessez-le-feu. Ces attaques auraient entraîné la mort de plus de 1 252 Palestiniens, en majorité des enfants, des femmes et des civils, tandis que plus de 4 120 personnes ont été blessées, accentuant la pression sur un système de santé déjà gravement affaibli. Le responsable palestinien a estimé que ces actes constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui s'ajoutent au bilan de la guerre d'extermination menée contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza. Il a appelé la communauté internationale, le Conseil de sécurité et les organisations de défense des droits humains à dépasser le stade des condamnations verbales pour adopter des mesures concrètes et contraignantes afin

de mettre fin à l'agression et de traduire les responsables devant les juridictions internationales. En conclusion, Al-Thawabta a imputé à l'occupant sioniste et à l'administration américaine l'entière responsabilité des conséquences de l'effondrement du cessez-le-feu et de la poursuite des violences contre la population palestinienne.

Alerte sur un blocus médical

Le Centre de Ghaza pour les droits de l'Homme a, de son côté, dénoncé la poursuite des restrictions imposées par les autorités de l'occupation sioniste à l'entrée des équipements et fournitures médicales dans la bande de Ghaza, estimant que cette politique aggrave une crise sanitaire aux conséquences dramatiques pour des dizaines de milliers de patients. Dans un communiqué, l'organisation affirme que les malades souffrant de pathologies cardiaques et les patients nécessitant des soins dentaires figurent parmi les principales victimes de ces restrictions, leur prise en charge se détériorant de jour en jour. Le Centre accuse les autorités de l'occupation de mener une politique systématique visant à paralyser le système de santé en classant de nombreux équipements exclusivement médicaux parmi les biens à « double usage », ce qui empêche quasiment leur entrée dans l'enclave. L'organisation considère que le maintien de ces interdictions constitue une violation continue du droit à la santé et du droit à la vie, conduisant progressivement à l'effondrement complet du système sanitaire. Elle souligne que, tandis que l'attention médiatique se concentre sur l'entrée limitée de certains produits de consommation, les équipements médicaux indispensables – notamment ceux destinés aux soins dentaires, aux chirurgies cardiaques, aux cathétérismes, à la pose de stents et à de nombreuses interventions spécialisées – demeurent interdits d'accès.

M. Seghilani

CISJORDANIE OCCUPÉE

630 Palestiniens arrêtés en juillet dernier

Le Club des prisonniers palestiniens a indiqué que les forces de l'occupation sioniste ont arrêté 630 Palestiniens en Cisjordanie occupée, y compris à El-Qods, au cours du mois de juillet dernier, dans le cadre de la campagne d'arrestations systématiques qui s'intensifie depuis le début du génocide. Ces opérations ont visé l'ensemble des composantes de la société palestinienne, notamment les enfants, les femmes et les anciens détenus libérés. Dans un communiqué publié ce mardi, le Club des prisonniers a précisé que le nombre total d'arrestations en Cisjordanie occupée, y compris à El-Qods, dépasse désormais 25 000 depuis le début du génocide, les campagnes d'arrestations quotidiennes demeurant l'un des principaux instruments de l'agression menée par l'occupant sioniste contre les Palestiniens. L'organisation a souligné que ces arrestations s'accompagnent de violations de plus en plus graves, notamment des interrogatoires sur le terrain, des descentes nocturnes violentes dans les habitations, des actes de destruction systématique de biens, ainsi que des agressions physiques, des menaces et des humiliations infligées aux



détenus et à leurs familles. Elle a également dénoncé la prise d'otages parmi les proches des personnes recherchées, le vol d'argent et d'effets personnels, ainsi que la poursuite des exécutions sommaires, considérées comme l'une des manifestations les plus graves de l'agression continue contre le peuple palestinien. Le Club des prisonniers a cité la localité de Tall, dans le gouvernorat de Naplouse, comme l'un des exemples les plus marquants de cette escalade durant le mois de juillet. Les forces de l'occupation y ont mené, parallèlement aux attaques des colons, une vaste campagne

de raids, d'arrestations et d'interrogatoires de terrain, accompagnée d'agressions contre les habitants ainsi que de destructions de maisons et de biens, dans le cadre d'une politique de punition collective et d'escalade permanente en Cisjordanie occupée.

Selon le communiqué, l'intensification des attaques menées par les colons a également contribué à élargir le nombre d'arrestations, en particulier dans les villages et localités ciblées par la colonisation. Des dizaines de Palestiniens ont ainsi été arrêtés lors d'agressions répétées perpétrées par les colons sous la pro-

tection des forces de l'occupation. Concernant la situation des prisonniers, le Club des prisonniers a indiqué qu'au début du mois d'août 2026, plus de 9 400 Palestiniens étaient détenus dans les prisons de l'occupation, dont environ 370 enfants et 92 femmes. Le nombre de détenus administratifs s'élève à 3 198, auxquels s'ajoutent 1 358 détenus originaires de Ghaza, classés par les autorités de l'occupation sous l'appellation de « combattants illégaux ». Enfin, le Club des prisonniers a affirmé que l'administration pénitentiaire de l'occupation poursuit l'escalade des violations systématiques contre les détenus à travers des pratiques de torture, de privation de nourriture, de refus de soins médicaux et de placement à l'isolement. Il a également dénoncé la propagation des maladies et des épidémies en raison des conditions de détention particulièrement dures, ainsi que le maintien de l'interdiction faite au Comité international de la Croix-Rouge de reprendre ses visites aux prisonniers, les privant ainsi de leurs droits les plus élémentaires et aggravant les risques qui pèsent quotidiennement sur leur vie.

M. S.

BOUMERDÈS. ENVIRONNEMENT

L'heure du tri sélectif

Pour faire face à une production de déchets dépassant les 900 tonnes par jour durant la saison estivale, la wilaya de Boumerdès accélère ses investissements écologiques. Entre l'extension de ses centres d'enfouissement technique et la mise en place progressive du tri sélectif, la région déploie un programme d'envergure pour préserver son environnement et optimiser la collecte.



Ph: DG

La direction de l'environnement et de la qualité de la vie, par la voix de son directeur M. Ali Aiouaz, a dévoilé une série de projets visant à consolider les infrastructures locales. L'effort principal se concentre sur l'élargissement des Centres d'enfouissement technique (CET) existants. Le site de Corso, situé à l'est de la wilaya, voit ainsi la réalisation de son troisième casier avancer à grands pas. Avec un taux d'achèvement de 80 %, cette nouvelle infrastruc-

ture offrira une capacité de stockage de 6 millions de mètres cubes.

Dans cette même dynamique d'extension, le CET de Zemmouri bénéficie de la construction d'un deuxième casier pouvant accueillir plus de 220 000 mètres cubes. Ce projet est soutenu financièrement par le Fonds national de l'environnement et du littoral (FNEL) et s'inscrit dans le programme de l'Agence nationale des déchets. Toujours dans le secteur de Zemmouri, le site de Zaâtra va moderniser sa logistique grâce à l'acquisition

d'équipements lourds, comprenant notamment une presse verticale, un bulldozer, des camions, des citernes et un tracteur agricole.

Au-delà de l'enfouissement, la wilaya amorce un véritable changement de cap en misant sur le tri sélectif. Une phase pilote est en cours de lancement dans dix communes côtières, lesquelles vont recevoir 630 conteneurs de différentes capacités. Un code couleur clair permettra d'orienter les citoyens : les bacs jaunes seront dédiés exclusivement à la récupération du carton et du

plastique, tandis que les bacs verts recevront les autres déchets ménagers. L'objectif à terme est de généraliser ce dispositif à l'ensemble du territoire. Ces nouveaux investissements s'avèrent indispensables pour soulager le réseau de collecte actuel. Aujourd'hui, la gestion de ces volumes massifs est partagée entre l'entreprise spécialisée "Madi-Net", qui intervient sur quatorze communes, et les dix-huit autres municipalités qui assurent elles-mêmes le ramassage par leurs propres moyens.

R. R.

OUARGLA. POUR PROMOUVOIR L'ACTIVITÉ COMMERCIALE

Réhabilitation des marchés de proximité

D'intenses efforts sont entrepris pour l'aménagement et la réhabilitation des marchés publics de proximité dans la wilaya d'Ouargla dans l'optique de promouvoir l'activité commerciale dans la région, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Appelés à impulser la dynamique commerciale et économique et préserver le pouvoir d'achat des citoyens, ces espaces de commerce, ayant fait l'objet un des volets examinés lors d'une réunion présidée par le wali de Ouargla, Abdelghani Filali, s'imbriquent au titre des priorités tendant à

structurer les activités commerciales et rapprocher leurs services des citoyens. Intervenant dans ce cadre, le chef de l'exécutif de la wilaya a souligné la nécessité, d'assurer la faisabilité de l'opération, de mener des campagnes concomitantes de lutte contre le commerce informel et de structurer les marchands ambulants au niveau des espaces et carrés appropriés à même de mettre un terme au phénomène de l'étalage commercial anarchique. Cette opération vise à redorer le blason de ces espaces commerciaux de proximité par leur équipement en voiries et réseaux divers, eau et électricité notamment, par souci de réunir les conditions de salubrité aux pratiques commerciales à la satisfaction des citoyens. Ces efforts seront également confortés par l'intensification des campagnes de contrôle du commerce mobilisant, à cet effet, les équipes nécessaires relevant de la direction du commer-

ce, chargés de contrôle des prix, la lutte contre toutes formes de spéculation ou de monopole en vue de protéger le pouvoir d'achat du consommateur. Dans ce sillage, une opération d'aménagement d'envergure du marché quotidien du vieux Ksar vient d'être lancée par les autorités locales portant notamment restauration des installations et carrés d'exposition des produits, l'aménagement des voies d'accès, le ravalement et embellissement des façades et vitrines d'échoppes susceptibles de promouvoir les activités commerciales. De son côté, le marché hebdomadaire "Souk Essebt" s'est vu accorder une ambitieuse opération de réhabilitation et d'aménagement ayant porté sur sa dotation en divers réseaux en vue de réunir les meilleures conditions aux activités commerciales et d'accueil des citoyens en prévision de sa prochaine ouverture.

AÏN-TÉMOUCHENT. UNIVERSITÉ

BELHADJ BOUCHAÏB

Orientation de plus de 2.700 nouveaux étudiants

Quelque 2.759 nouveaux bacheliers (session juin 2026) ont été orientés vers l'Université Belhadj Bouchaïb d'Aïn Temouchent en prévision de la rentrée universitaire 2026-2027, a indiqué, lundi, le recteur de l'établissement, Abdelkader Ziadi. Ces étudiants ont été répartis entre 17 filières pédagogiques. Parmi eux, 500 étudiants ont été orientés vers les sciences économiques et commerciales, 366 vers les sciences et technologies et 402 vers la filière de droit, a précisé le même responsable. Par ailleurs, 278 nouveaux étudiants ont été affectés aux sciences sociales, 230 aux sciences de la nature et de la vie, tandis que 217 étudiants ont été orientés vers la filière Langue et littérature arabes, a ajouté le Pr Ziadi. Les responsables de l'Université Belhadj Bouchaïb prévoient que le nombre d'étudiants inscrits en première année au titre de la rentrée universitaire 2026-2027 dépassera les 3.000 étudiants, grâce notamment aux opérations de transfert d'étudiants qui restent à finaliser.

DJELFA. DESTINÉE AUX MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE ÉTABLIE À L'ÉTRANGER

Journée d'information sur l'affiliation volontaire à la CNR

L'agence locale de la Caisse nationale des retraites (CNR) de la wilaya de Djelfa a organisé une journée d'information consacrée à l'affiliation volontaire des membres de la communauté nationale établie à l'étranger, dans le cadre des facilités mises en place par les pouvoirs publics en leur faveur. Cette initiative, organisée en partenariat avec la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), s'inscrit dans la campagne d'information destinée aux membres de la communauté nationale établis à l'étranger présents en

Algérie durant la saison estivale, a indiqué le directeur de l'agence locale de la CNR, Mohamed Salah Adjadji. Elle vise à les informer sur le service d'affiliation volontaire à distance au régime national de retraite. Il a ajouté que la numérisation du dispositif permet désormais d'effectuer rapidement et en toute sécurité les démarches d'affiliation via une plateforme électronique, sans avoir à se déplacer, garantissant ainsi le droit à la retraite dans le cadre du système national de sécurité sociale. Cette journée d'information, organisée dans le cadre de la campagne lan-

cée le 20 juillet et qui se poursuivra jusqu'au 20 août, a permis de présenter la plateforme numérique offrant aux membres de la communauté nationale à l'étranger l'accès à leurs droits sociaux et à leur droit à la retraite conformément à la réglementation en vigueur. La rencontre a réuni plusieurs partenaires, notamment des administrations et organismes publics en lien direct avec la communauté nationale à l'étranger, afin de mieux faire connaître les nouvelles procédures leur permettant de bénéficier de leurs droits à la retraite.

CONSTANTINE. SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Formation sur la gestion numérique des archives pour les employés

Des employés de la cellule des archivistes de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels ont bénéficié d'une session de formation consacrée à la gestion numérique des archives, a-t-on appris lundi auprès du directeur du secteur, Abdelkrim Driss. Cette formation spécialisée a été organisée pour la première fois, dans le cadre d'un programme national, initié par le ministère de tutelle, en application d'une convention-cadre de partenariat avec la direction générale des archives nationales (DGAN) visant à moderniser la gestion administrative, renforcer la bonne gouvernance, valoriser les archives, assurer la continuité de l'action administrative en plus de l'accompagnement de la transformation numérique dans les administrations et les établissements publics, a précisé le même responsable. Cette session de formation a permis aux concernés d'acquérir des connaissances et des techniques modernes dans le domaine de la gestion des documents et des archives, pour améliorer la performance des administrations publiques et être au diapason des transformations technologiques, a-t-il indiqué. Assurer la protection et la numérisation des documents selon les normes de la DGAN, moderniser la gestion administrative publique, méthodes de classification des documents et de recherche numérique, principes de l'archivage électronique et de la gestion des documents, sécurité, confidentialité et conservation à long terme des données, la transformation numérique et les mécanismes de préservation et de valorisation du patrimoine documentaire, sont les thèmes qui ont été abordés lors de cette session ayant compris des cours pratiques et théoriques, selon la même source. M. Driss a ajouté dans ce contexte que la seconde phase de ce programme se poursuivra le début du mois de septembre prochain, pour cibler le maximum des archivistes chargés de la gestion des centres et instituts nationaux de la wilaya relevant du secteur de la formation et l'enseignement professionnels.

M'SILA. TRAVAUX PUBLICS

Lancement de projets de réhabilitation de routes

Des travaux d'aménagement et de réhabilitation de plusieurs routes de la ville de M'sila ont été lancés, a indiqué lundi le chef de daïra, Aymen Guidoumi. Le même responsable a précisé à l'APS que ces projets portent sur l'entretien et la rénovation du revêtement des routes jouxtant la mosquée Ennasr, le marché couvert et le siège de la première sûreté urbaine ainsi que la route joignant la RN-60 au siège de la direction de l'éducation pour un coût de plus de 85 millions DA dégagés du programme d'appui au développement socio-économique des communes. A cela s'ajoutent deux autres projets dont le premier concerne l'entretien de la double voie entre le rond-point à côté du siège du tribunal administratif et la double voie d'El Amayer sur une distance de 1,4 km pour une enveloppe financière de 39 millions DA, tandis que le second porte sur la réhabilitation de la route d'El Amayer en direction du pôle urbain sur une distance de 1 km et pour une enveloppe financière de 41 millions DA dégagé au titre du budget de wilaya 2026, selon la même source.

ORAN. COLLECTIVITÉS

La métamorphose urbaine s'accélère

La capitale de l'Ouest algérien connaît actuellement une vaste campagne d'aménagement de ses principaux axes routiers et de ses espaces publics. Sous la supervision des autorités locales, ces chantiers d'envergure visent à redorer le paysage urbain, à fluidifier la circulation et à doter le Grand Oran d'une vision de développement intégrée et résolument tournée vers l'avenir.



Ph: DR

DES CHANTIERS STRATÉGIQUES EN BONNE VOIE

Dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie et de la valorisation de l'image urbaine d'Oran, plusieurs axes majeurs de la ville font l'objet de travaux de réhabilitation intensifs. Le wali d'Oran, Brahim Ouchène, a récemment mené une série de visites d'inspection pour s'enquérir de l'état d'avancement de ces projets cruciaux pour la modernisation de la métropole.

Parmi les chantiers phares, l'aménagement de l'avenue Emir Abdelkader affiche un taux de réalisation particulièrement avancé, estimé à 75 %. Lors de son passage, le wali a fermement insisté sur l'utilisa-

tion de matériaux de haute qualité, notamment pour le revêtement des trottoirs. L'objectif de cette exigence est double : garantir la pérennité des infrastructures et offrir un confort optimal aux piétons, tout en apportant une touche esthétique digne de cet axe stratégique situé en plein cœur de la ville.

La dynamique est similaire du côté de l'avenue El Bahia, dont les travaux ont atteint 68 %. Les autorités y ont rappelé l'impératif de respecter scrupuleusement les normes techniques en vigueur et les délais de livraison impartis. Cet aménagement est essentiel pour optimiser rapidement les conditions de déplacement des citoyens. Enfin, le giratoire El Bahia, véritable porte d'en-

trée de la ville, voit ses travaux d'aménagement finalisés à hauteur de 78 %.

L'achèvement rapide de cet important carrefour est jugé prioritaire pour renforcer l'attractivité et l'esthétique globale de la capitale de la wilaya.

LA PLANIFICATION DU GRAND ORAN EN LIGNE DE MIRE

Parallèlement aux interventions sur le terrain, les autorités locales s'attellent à la planification stratégique de la région. Une réunion présidée par le wali a ainsi été consacrée au suivi de la révision du Plan directeur d'aménagement urbain (PDAU) du Grand Oran.

Ce plan ambitieux englobe une vaste agglomération

réunissant les communes d'Oran, Bir El Djir, Es Senia, El Kerma et Sidi Chahmi.

Pour répondre aux profondes mutations que connaît ce bassin de population, des instructions strictes ont été données afin d'accélérer la finalisation des délibérations communales.

Cette étape administrative est indispensable pour enrichir le projet de PDAU avant de le soumettre à l'Assemblée populaire de wilaya (APW) pour approbation finale.

Cette démarche institutionnelle vise à doter le Grand Oran d'une vision urbaine harmonieuse, capable de concilier les impératifs du développement futur et les spécificités inhérentes à son territoire.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Près de 5.600 nouveaux bacheliers orientés vers l'USTO-MB

Quelque 5.591 nouveaux bacheliers ont été orientés vers l'Université des sciences et de la Technologie " Mohamed Boudiaf " d'Oran (USTO-MB) pour l'année universitaire 2026-2027, a-t-on appris, lundi, de cet établissement universitaire. En effet, ces nouveaux bacheliers ont été affectés à l'USTO-MB, après la première phase d'inscriptions universitaires, et orientés vers 21 filières proposées par l'université (Licence, Licence professionnalisante, Master, Ingénieur d'Etat), a indiqué la même source. Il s'agit de 5.489 bacheliers affectés dans les six domaines de formations et les filières régionales et nationales, en plus de 102 orientés vers la formation de Licence professionnalisante en Génie industriel, a fait savoir la même source, soulignant que ce chiffre pourrait changer après les périodes de recours et de transferts. A ce titre, plusieurs disciplines ont attiré le plus les jeunes bacheliers, notamment dans les sciences et technologies (Licence), Sciences de la nature et de la vie, informatique, Architecture et Génie maritime, entre autres. Il s'agit de Sciences et technologies (Licence) avec 1.410 nouveaux étudiants inscrits, Sciences de la nature et de la vie (502), informatique-licence (404), Architecture (345), Sciences et technologies-Ingénieur (339), Hydraulique (248), Génie maritime (252), les Sciences et techniques des activités physiques et sportives (198) et la métallurgie et Génie civil (200 pour chaque spécialité), ainsi que l'Urbanisme (197). D'autre part, la spécialité Informatique-ingénieur a enregistré 199 inscrits,

Sciences de la matière (228), Génie mécanique (100), Aéronautique-Master intégré à la Licence (197), Mathématiques (132), Automatique-système automobile (98), Electrotechnique-ingénieur et Electrotechnique-master intégré à la licence (101) inscrits pour chaque spécialité, Génie mécanique, tandis que la spécialité Génie des procédés recevra 38 nouveaux étudiants et plus de 102 en Génie industriel. A noter que l'USTO-MB a consacré

4.200 places pédagogiques aux nouveaux bacheliers, un chiffre qui a été revu à la hausse en raison du nombre important des bacheliers orientés vers cet établissement universitaire. Ces résultats confirment " la place centrale de l'USTO-MB dans la formation des élites scientifiques et techniques et reflètent l'adéquation de notre offre de formation avec les besoins économiques du pays", a conclut la même source.

COMMUNE D'AÏN EL KERMA

Mise en service de plusieurs projets d'alimentation en gaz naturel

Le wali d'Oran, M. Brahim Ouchène, a procédé, lundi, à la mise en service de plusieurs projets d'alimentation en gaz naturel et en électricité au profit de logements situés dans la commune d'Aïn El Kerma (daïra de Boutlélis), dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie des citoyens. Le wali a entamé sa visite par la mise en service du réseau de gaz naturel au quartier "Hamani Miloud", dans la commune d'Aïn El Kerma, permettant à 24 familles de

bénéficier de cette opération. Il a également inauguré, dans la même commune, le projet de raccordement au gaz naturel de la cité rurale des "50 logements", réalisé à travers un réseau de 332 mètres, inscrit au titre du programme sectoriel d'équipement de l'année 2026. Par ailleurs, le projet de raccordement au gaz naturel du quartier "Barakat Slimane", à Sidi Bakhti, a également été mis en service. Il a consisté en la réalisation d'un réseau de 750 mètres au profit de 40 familles. Le

wali a également procédé à la mise en service du projet d'alimentation en électricité de 35 logements du même quartier. Les services de la wilaya ont souligné que ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme de développement des réseaux de distribution de l'électricité et du gaz naturel à travers les différentes régions de la wilaya, notamment les zones rurales et éloignées, afin d'améliorer le cadre de vie des citoyens et de soutenir le développement local.

ILLIZI. AEP

Plus de 1,3 MDA pour le développement du secteur de l'hydraulique

Une enveloppe de plus de 1,34 milliard de dinars a été accordée, au titre de l'exercice 2026, au secteur de l'hydraulique de la wilaya d'Illizi pour la réalisation de six (6) opérations de développement susceptibles d'améliorer le service public, a-t-on appris lundi de la direction locale de l'hydraulique (DH). Retenus au titre du programme du secteur pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable et la consolidation des réseaux d'assainissement des communes de la wilaya, ces projets consistent en la réalisation d'un château d'eau d'une capacité de stockage de 1.000 m3 à alimenter le quartier d'Ain-El-Korse, commune d'Illizi, en sus de la réalisation, l'équipement et l'électrification des forages totalisant une profondeur de 2.000 m, a détaillé le DH, Lamine Farfari. Le programme du secteur prévoit également la réalisation d'un château d'eau de 500 m3 pour alimenter, sur un linéaire de 2,5 km, de la localité de Merkssen, commune de Debdeb, et la réalisation d'un réseau d'alimentation en eau potable devant desservir, sur une distance de neuf (9) km, les localités de Timeroualine et Merkssen, ainsi que la ville de Debdeb. La réalisation d'un château d'eau aérien d'une capacité de 1.000 m3 à In-Amenas, l'extension à une dizaine (10) de km du réseau d'assainissement et le renforcement de la station de relevage quartier Ain-El-Korse, commune d'Illizi, font partie des opérations prévues au programme de développement du secteur. Selon les responsables du secteur de l'hydraulique, ces projets de développement, retenus au titre de la prise en charge des préoccupations de la population locale, devraient contribuer au renforcement des installations, l'amélioration de la dotation en eau potable et du réseau d'assainissement.

MASCARA. DJS

Des séjours balnéaires au profit de 400 jeunes

La direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya de Mascara organise, à partir de lundi, des séjours de détente au bord de la mer au profit de 400 jeunes de la région, a indiqué la direction. Ces séjours s'inscrivent dans le cadre du programme "Camp de jeunes", financé par le Fonds de wilaya pour la promotion des initiatives de la jeunesse, a fait savoir la même source, ajoutant que l'initiative cible des jeunes âgés de 17 à 22 ans, adhérents des établissements de la jeunesse de la wilaya. Le premier contingent composé de 100 jeunes, a pris le départ, lundi à, destination de la plage de Marsa Ben M'hidi (wilaya de Tlemcen), a-t-on souligné. Les bénéficiaires profiteront, jusqu'au début du mois de septembre prochain, de séjours de cinq jours à la plage de Marsa Ben M'hidi, avec hébergement dans les centres de vacances et de loisirs relevant du ministère de la Jeunesse, à raison d'un groupe par session. Au cours de ces séjours, les jeunes participeront également à des activités culturelles, artistiques, récréatives et touristiques, encadrées par des animateurs des établissements de jeunesse de la wilaya, en collaboration avec des membres de la Ligue de wilaya des activités de plein air et des échanges de jeunes. Par ailleurs, la DJS a annoncé l'organisation prochaine d'un autre séjour de détente sur l'une des plages de l'Ouest algérien, au profit des adhérents des associations de jeunesse qui se sont distingués lors des différentes manifestations artistiques, culturelles et de jeunesse organisées au niveau de la wilaya par la même direction.

29 MOIS APRÈS L'ARRIVÉE DU COACH SUISSO-BOSNIAQUE

**La FAF
annonce
la fin de sa
collaboration
avec Petković**

La Fédération algérienne de football (FAF) a officiellement annoncé, lundi soir, la fin de sa collaboration avec le sélectionneur national Vladimir Petković ainsi que l'ensemble de son staff technique. Cette décision, rendue publique à travers un communiqué officiel, intervient à la suite d'un accord conclu à l'amiable entre les deux parties, mettant un terme à une aventure qui aura duré vingt-neuf mois à la tête des Verts.

Dans son communiqué, la FAF précise que la relation contractuelle avec le technicien bosnien prend fin de manière officielle à compter de ce jour. Cette séparation, réalisée dans un climat de respect mutuel, marque une nouvelle étape pour la sélection nationale, qui devra désormais se tourner vers un nouveau projet sportif en vue des prochaines échéances continentales et internationales.

L'instance fédérale a tenu à exprimer sa profonde reconnaissance envers Vladimir Petrović et tous les membres de son encadrement technique. Elle a salué leur professionnalisme, leur engagement et leur dévouement tout au long de leur mission à la tête de l'équipe nationale. Durant ces vingt-

neuf mois, le staff a travaillé avec sérieux afin de renforcer la compétitivité des Fennecs et de préparer l'équipe aux différents défis qui se sont présentés.

La FAF a également mis en avant le travail accompli par l'ancien sélectionneur, tout en lui adressant ses meilleurs vœux de réussite pour la suite de sa carrière professionnelle. Ce message de remerciement témoigne de la volonté de la fédération de préserver des relations cordiales avec un entraîneur qui a contribué au développement du groupe durant son mandat.

Cette annonce ouvre désormais la voie à la recherche d'un nouveau sélectionneur capable de poursuivre le travail engagé et de répondre aux ambitions du football algérien.



phs : DB

Les supporters attendent avec impatience de connaître le nom du futur entraîneur, qui aura la responsabilité de conduire les Verts vers de nouveaux succès et de préparer les prochaines compétitions majeures.

En attendant la désignation du successeur de Vladimir Petković, la Fédération algérienne

de football assure qu'elle poursuivra ses efforts afin de garantir la stabilité et la continuité du projet sportif de la sélection nationale. L'objectif demeure inchangé : offrir à l'Algérie une équipe compétitive, capable de retrouver les sommets du football africain et de s'imposer sur la scène internationale.

Hakim S.

CAN FÉMININE

Les Vertes à 90 minutes d'un Mondial historique

La sélection nationale féminine algérienne poursuit son parcours remarquable en décrochant sa qualification pour les quarts de finale grâce à sa victoire obtenue lundi soir face au Kenya. Un succès mérité qui confirme les progrès réalisés par les Vertes depuis le début de la compétition et qui les place désormais à seulement 90 minutes d'une qualification historique pour la Coupe du monde.

Cette accession au tour suivant ne constitue pas un simple passage de cap. Elle est avant tout le fruit de trois rencontres au cours desquelles les joueuses algériennes ont affiché un visage séduisant et convaincant. Solides sur le plan tactique, disciplinées dans leur organisation et dotées d'une forte personnalité, elles ont su imposer leur rythme et leur style de jeu à leurs adversaires.

L'un des principaux motifs de satisfaction réside dans la progression constante de l'équipe. Match après match, les automatismes se renforcent, l'équilibre entre les phases défensives et offensives s'améliore et le collectif gagne en maturité. Cette évolution témoigne du travail accompli par le staff technique ainsi que de l'engagement total des joueuses, animées par une volonté commune de marquer l'histoire du football féminin algérien.



Si le plus difficile reste à venir, les rencontres à élimination directe exigeant une concentration maximale et une grande maîtrise des détails, les Vertes disposent aujourd'hui de solides arguments pour poursuivre leur aventure. En conservant le même état d'esprit, la même rigueur tactique et la même détermination, elles peuvent légitimement nourrir de grandes ambitions. À une marche d'un exploit

inédit, la sélection nationale a désormais rendez-vous avec son histoire. Une nouvelle victoire lui ouvrirait les portes du Mondial et renforcerait également ses chances de lutter pour le sacre continental. Les Algériennes ont prouvé qu'elles avaient les qualités nécessaires pour rêver grand et porter haut les couleurs nationales.

H.S.

ÉQUIPE NATIONALE

Changer de sélectionneur ne changera pas l'identité du football algérien

Les rumeurs évoquant une possible volonté de la Fédération algérienne de football (FAF) de remplacer Vladimir Petković par un sélectionneur espagnol afin de reproduire le style de jeu de l'Espagne suscitent de nombreuses interrogations.

Si cette idée peut paraître séduisante sur le papier, elle repose pourtant sur une vision simpliste du football moderne. Penser qu'un simple changement de sélectionneur suffirait à transformer l'identité de jeu d'une sélection nationale relève davantage de l'illusion que d'une véritable stratégie sportive.

Le football espagnol n'est pas devenu une référence mondiale grâce à la seule qualité de ses entraîneurs. Il est le résultat d'un travail méthodique mené pendant plusieurs décen-



nies. Dès les catégories de jeunes, les joueurs sont formés selon une philosophie commune où la maîtrise technique, le jeu de possession, les déplacements et l'intelligence tactique occupent une place centrale. Les éducateurs appliquent les mêmes principes dans les centres de formation, créant ainsi une continuité entre les clubs et la sélection nationale. À l'inverse, un sélectionneur national dispose de très peu de temps pour travailler. Les rassemblements internationaux durent quelques jours seulement, insuffisants pour modifier en profondeur les automatismes, les habitudes et l'identité de joueurs qui évoluent toute l'année dans leurs clubs. Son rôle consiste avant tout à optimiser les qualités existantes, à bâtir un collectif performant et à proposer un projet cohérent avec le profil de son effectif.

L'Algérie a déjà connu cette expérience en 2017 avec Lucas Alcaraz. Son arrivée avait été présentée comme l'opportunité d'importer une méthode de jeu inspirée du football espagnol. Pourtant, les résultats n'ont jamais répondu aux attentes. Cette expérience a démontré qu'un modèle de jeu ne s'importe pas comme une simple recette. Sans une politique de formation adaptée, une vision à long terme et une cohérence entre les différentes catégories de jeunes, le changement de sélectionneur ne peut produire les effets espérés.

Le véritable défi de la FAF ne réside donc pas dans le choix d'une nationalité, mais dans

la définition d'un projet sportif clair. L'Algérie possède des joueurs aux qualités techniques et athlétiques indéniables, évoluant dans plusieurs championnats européens de haut niveau. Encore faut-il construire un système qui valorise leurs caractéristiques plutôt que de vouloir les faire entrer dans un modèle conçu pour un autre contexte footballistique. Le football international regorge d'exemples de sélections qui réussissent sans chercher à copier les grandes nations. Chaque équipe performante développe une identité qui lui est propre, en fonction de sa culture, de son histoire et du profil de ses joueurs. C'est cette cohérence qui fait la différence, bien plus que l'origine du technicien installé sur le banc.

En définitive, croire qu'un entraîneur espagnol fera automatiquement jouer l'Algérie comme l'Espagne revient à confondre la conséquence avec la cause. Le passeport d'un sélectionneur ne garantit ni un style de jeu, ni des résultats. Ce qui fait progresser une sélection nationale, c'est une vision durable, une politique de formation ambitieuse et des choix guidés par les compétences plutôt que par les effets d'annonce. Si la FAF souhaite réellement construire l'avenir, elle devra regarder bien au-delà de la nationalité de son prochain sélectionneur.

Si vous le souhaitez, je peux également le rendre plus incisif, avec un ton éditorial proche d'une chronique de presse sportive.

Hakim S.

APRÈS QUELQUES SEMAINES D'ATTENTE

Al Taawoun officialise l'arrivée de Belaïd

C'est désormais officiel : Zineddine Belaïd s'est engagé avec le club saoudien d'Al Taawoun, ouvrant ainsi un nouveau chapitre de sa carrière. Le défenseur international algérien quitte la JS Kabylie après seulement une saison passée sous les couleurs des Canaris, mettant fin à une aventure aussi courte qu'intense.

Pour concrétiser ce transfert, Belaïd a racheté son contrat en déboursant plus d'un million d'euros afin de lever sa clause libératoire. Cette décision illustre la détermination du joueur à relever un nouveau défi dans la Saudi Pro League, malgré les efforts de la direction de la JSK pour le convaincre de poursuivre l'aventure en Kabylie. Le club avait même envisagé une importante revalorisation salariale pour faire de lui l'un des joueurs les mieux rémunérés de son histoire. Arrivé à la JSK à l'été

2025 en provenance de Saint-Trond, Belaïd n'aura finalement disputé qu'une seule saison sous le maillot jaune et vert. Grâce à son expérience, son leadership et ses performances, il s'était rapidement imposé comme l'un des piliers de la défense kabyle. Son départ constitue donc un véritable coup dur pour le club, qui perd l'un de ses cadres à quelques semaines du début de la nouvelle saison. À 27 ans, l'ancien capitaine de l'USM Alger tentera désormais de s'imposer dans un championnat de plus en plus attractif, où évoluent plusieurs stars internationales. Al Taawoun mise sur son expérience, sa solidité défensive et son vécu avec la sélection algérienne pour renforcer son arrière-garde en vue des prochaines échéances.

En rejoignant Al Taawoun, Belaïd vient également étoffer la colonie algérienne pré-

sente en Arabie saoudite. Depuis plusieurs saisons, de nombreux internationaux algériens ont choisi d'évoluer dans le championnat saoudien, attirés par un projet sportif ambitieux et des conditions financières particulièrement attractives. Le défenseur central retrouve ainsi plusieurs de ses compatriotes installés dans le Royaume, confirmant l'attrait grandissant de la Saudi Pro League pour les joueurs algériens. Pour Belaïd, cette signature représente une nouvelle étape dans une carrière déjà riche en expériences entre l'Algérie, la Belgique et désormais l'Arabie saoudite. Les supporters de la JSK garderont le souvenir d'un joueur qui n'aura porté leurs couleurs qu'une seule saison, mais qui aura laissé une empreinte avant de s'envoler vers un nouveau défi sous les couleurs jaune et bleu d'Al Taawoun.

H. S.

LE JOUEUR EST SUR LE DÉPART D'AL MASRY

Le MCA et le CRB à l'affût de Daghmoum, les clubs du Golfe en embuscade

L'aventure de Abderrahim Daghmoum avec Al Masry SC touche à sa fin. Le milieu de terraialoffensif algérien ne poursuivra pas son parcours avec le club égyptien, ouvrant ainsi la porte à un nouveau défi lors du prochain mercato. Selon plusieurs informations, Daghmoum dispose de plusieurs offres en provenance de clubs du Golfe. Toutefois, le joueur n'a pas encore tranché concernant sa future destination et continue d'étudier les différentes propositions qui lui sont parvenues. En parallèle, deux géants du championnat algérien suivent de près l'évolution du dossier. Le MC Alger et le CR Belouizdad souhaitent tous deux s'attacher les services de l'ancien international local, convaincus que son expérience et ses qualités techniques peuvent apporter un réel-le valeur ajoutée à leur effectif. Si un retour en Ligue 1 algérienne reste une possibilité, Daghmoum aurait fixé une condition claire. Le joueur souhaiterait bénéficier du salaire le plus élevé du championnat national avant d'accepter de rejoindre un club algérien. Une exigence qui pourrait compliquer les négociations, même pour les formations les plus ambitieuses du pays. Face à cette situation, la concurrence s'annonce intense entre les offres financièrement attractives des clubs du Golfe et l'intérêt concret des deux cadors de la capitale. Les prochaines semaines seront déterminantes pour l'avenir du milieu offensif, dont la décision est attendue avec beaucoup d'attention par les supporters.

Le suspense demeure donc entier. Abdelrahim Daghmoum privilégiera-t-il une nouvelle expérience lucrative dans le Golfe ou choisira-t-il un retour en Algérie pour défendre les couleurs du MC Alger ou du CR Belouizdad ? Une chose est certaine : son dossier figure parmi les plus suivis de ce mercato estival.

H. S.

CR BELOUZDAD

Une attaque valorisée à 4,25 millions d'euros

Le CR Belouizdad affiche clairement ses ambitions pour la saison 2026-2027. Fort d'un mercato estival marqué par l'arrivée de plusieurs joueurs offensifs de qualité, le Chabab entend retrouver les sommets sur la scène nationale tout en s'illustrant sur le plan continental. Les dernières estimations de Transfermarkt témoignent d'ailleurs de la valeur de l'arsenal offensif mis à la disposition du nouvel entraîneur, le Tunisien Nabil Maâloul.

Selon les plus récentes mises à jour de la plateforme spécialisée, la ligne d'attaque du CRB cumule une valeur marchande estimée à 4,25 millions d'euros. Un chiffre qui illustre les investissements consentis par la direction afin de bâtir un effectif capable de répondre aux plus hautes exigences.

En tête de ce classement figure Youssi Bouzok, dont la valeur est estimée à 1,2 million d'euros. L'ancien ailier du Raja Casablanca devance Farid El Mellali, évalué à 1 million



d'euros, tandis que l'international tunisien Mohamed Ali Ben Hammouda complète le podium avec une valeur de 800 000 euros. Ces trois éléments représentent à eux seuls une grande partie du potentiel offensif du Chabab et devraient constituer les principales armes de l'équipe au cours de la prochaine saison.

Derrière ce trio, Abderrahmane Meziane et le Camerounais Franck Etouga affichent chacun une valeur marchande de 450 000 euros. Enfin, Lotfi Boussaouar est estimé à 350 000 euros, confirmant la profondeur de banc dont disposera désormais le staff technique.

Au-delà des chiffres, ces évaluations reflètent la qualité d'un secteur offensif appelé à faire la différence dans les rendez-vous décisifs. Avec des profils complémentaires, capables d'évoluer sur plusieurs postes, le CR Belouizdad possède les atouts nécessaires pour pratiquer un football porté vers l'attaque et répondre aux attentes de ses supporters.

Cette ambition a d'ailleurs été réaffirmée

H. S.

POUR SON TROISIÈME TEST AMICAL

Le MC Alger s'incline face à Al-Shabab

Dans le cadre de ses préparatifs pour la nouvelle saison, le Mouloudia d'Alger a concédé une défaite (3-1) face au club saoudien d'Al-Shabab ce lundi. Une rencontre amicale riche en enseignements pour le staff technique algérois avant l'entame des compétitions officielles.

Lors de cette troisième confrontation amicale, la formation saoudienne a pris l'ascendant sur le club algérois, portée notamment par la belle performance de sa

star belge Yannick Carrasco, auteur d'un doublé. Yacine Adli est ensuite venu alourdir la marque en inscrivant le troisième but d'Al-Shabab. Du côté du « Doyen », c'est la nouvelle recrue estivale en provenance du Paradou AC, Ben Ahmed Kehili, qui a sauvé l'honneur. L'attaquant a ainsi pu marquer son territoire en signant sa toute première réalisation sous son nouveau maillot.

Ce match s'inscrit pleinement dans le programme de préparation estivale instauré

par l'entraîneur tunisien du MC Alger, Khaled Ben Yahia. L'objectif de cette série de rencontres est de jauger le niveau de forme de l'effectif, de faciliter l'intégration des nouvelles recrues et d'offrir du temps de jeu à un maximum de joueurs. Malgré le revers, le staff technique compte s'appuyer sur les erreurs constatées lors de cette rencontre pour peaufiner ses ultimes réglages tactiques avant le coup d'envoi officiel du nouveau championnat.

LIGUE 1 MOBILIS (2026-2027)

MC Alger-MC Oran, pour lancée la saison

Le triple champion d'Algérie en titre, le MC Alger, entamera la défense de son titre à domicile face au MC Oran, à l'occasion de la première journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévue les 27, 28 et 29 août, selon le calendrier de la saison 2026-2027 dévoilé lundi par la Ligue de football professionnel (LFP). Le "Doyen", auteur d'une saison 2025-2026 couronnée par un dixième sacre national, sera ainsi opposé d'entrée à une formation oranaise toujours ambitieuse, dans l'une des affiches marquantes de cette journée inaugurale. Vice-champion la saison passée et qualifiée, comme le MCA, pour la prochaine Ligue des champions de la CAF, la JS Saoura effectuera un déplacement chez l'US Biskra, de retour parmi l'élite, tandis que le CR Belouizdad, troisième lors de l'exercice écoulé, se déplacera chez l'ASO Chlef. L'USM Alger (détentrice de la coupe), de son côté, entamera le nouvel exercice par un déplacement chez l'USM Khenchela, alors que la JS Kabylie

accueillera le MB Rouissat. Les autres rencontres de cette première journée mettront aux prises le CR Témouchent, nouveau promu, au CS Constantine, l'ES Sétif à l'ES Ben Aknoun, ainsi que la JS El Biar, également nouveau promu, à l'Olympique Akbou. La cérémonie de tirage au sort du calendrier de football professionnel (LFP), à l'issue d'une réunion préparatoire ayant regroupé les présidents des seize clubs de l'élite et les responsables de la LFP.

Programme de la 1re journée (27-28-29 août 2026) :

JS Kabylie - MB Rouissat
MC Alger - MC Oran
CR Témouchent - CS Constantine
ASO Chlef - CR Belouizdad
ES Sétif - ES Ben Aknoun
US Biskra - JS Saoura
USM Khenchela - USM Alger
JS El Biar - Olympique Akbou.

USM KHENCHELA

L'attaquant sénégalais Almamy Mathew Fall débarque

L'USM Khenchela, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé lundi le recrutement de l'attaquant sénégalais Almamy Mathew Fall, en provenance du club sénégalais de Jaraaf, en prévision de la saison 2026-2027. Dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux, le club a indiqué que le joueur de 23 ans a paraphé un contrat de deux saisons après l'accomplissement de toutes les formalités administratives, devenant ainsi l'une des nouvelles recrues de l'équipe lors du mercato estival. Ce recrutement s'inscrit dans la stratégie de renforcement de l'effectif menée par la direction du club, sous la conduite de l'entraîneur Bilal Dziri, avec pour objectif de consolider le secteur offensif en vue des échéances de la prochaine saison. La direction de l'USM Khenchela a souhaité la bienvenue à l'attaquant sénégalais, en lui adressant ses vœux de réussite sous les couleurs du club. Fall s'était fait remarquer au Dakar Université Club (DUC) lors de la saison 2023-2024, terminant meilleur buteur de la Ligue 2 sénégalaise avec 16 réalisations. Des performances qui avaient convaincu le Jaraaf de miser sur lui à l'été 2024. Avec le club de la Médina, Almamy Fall a confirmé son potentiel et a participé au sacre du Jaraaf, champion du Sénégal à l'issue de la saison 2024-2025. Fall devient le quatrième joueur africain à rejoindre l'USM Khenchela durant cette période des transferts, après le milieu nigérian Ayobami Junior, l'Ivoirien Issouf Kamara Cheick, arrivé de l'ASEC Mimosas, et le Guinéen Alhassane Camara, en provenance du Hafía FC de Conakry. Dans le cadre de son opération de recrutement estivale, l'USMK a également enregistré les arrivées du gardien Bencheikh Lafgoun, ainsi que d'Imad Boubekir, Adam Chaïbi, Marouane Ben Zide, Faik Imrane, Anouar Boukhalfa, Youcef Douar et Sidi Ahmed Moutallah, tous engagés afin de renforcer l'effectif pour le prochain exercice.

ASO CHLEF

L'Ivoirien Diakité Ousmane s'engage jusqu'en 2029

Le meneur de jeu ivoirien Diakité Ousmane s'est engagé jusqu'en 2029 avec l'ASO Chlef, en provenance d'Inova Sporting Club, a annoncé mardi le club de Ligue 1 Mobilis de football. Cette signature s'inscrit dans la stratégie de la direction du club, en coordination avec la cellule de recrutement, visant à renforcer l'effectif avec des éléments de qualité capables d'apporter une plus-value technique et d'élever le niveau de compétitivité, en vue de relever les défis de la saison 2026-2027, a souligné le club dans un communiqué. Sous la conduite de l'entraîneur en chef Abdelhak Belaïd, la formation chélienne poursuit son stage précompétitif à Istanbul (Turquie). Côté recrutement, l'ASO Chlef s'est montrée particulièrement active sur le marché des transferts en officialisant la signature de six nouveaux joueurs issus de différents paliers : Said Amrani (défenseur central, ex-US Chaouia), Amir Aidouni (latéral droit, ex-USM Annaba), Abderrahim Hamdani (latéral gauche, ex-JS El-Biar), Mohamed Alaeddine Belaribi (milieu de terrain, ex-MB Rouissat), Zoubir Motrani (attaquant, ex-ES Mostaganem), Abdeljalil Bousalhi (défenseur central, ex-Académie Mechál Tahaddi El Bordj). La direction du club a enfin précisé que le marché des transferts reste ouvert jusqu'au 31 août. Deux à trois recrues supplémentaires sont encore espérées pour finaliser l'effectif, selon les besoins exprimés par l'entraîneur Abdelhak Belaïd.

LA FIFA A PLUS BESOIN DE L'AFRIQUE QUE L'INVERSE

Il est temps de dicter les règles

Deuxième plus grand bloc électoral de la FIFA, l'Afrique possède un pouvoir décisionnel colossal sur l'échiquier du football mondial. Pourtant, la Confédération Africaine de Football (CAF) semble encore engluée dans une relation de soumission systématique envers l'instance dirigeante. Alors que le continent a la capacité de redéfinir l'avenir du jeu, il est urgent de rompre avec cette loyauté aveugle et de réaliser que le développement du football africain est un devoir statutaire pour la FIFA, et non une simple faveur ou un geste de charité.

UN DEVOIR, PAS UNE FAVEUR

L'Afrique exerce une influence majeure et indispensable au sein de la FIFA. L'histoire a continuellement prouvé que quiconque est, ou aspire à devenir, président de l'instance dirigeante doit se présenter comme un « ami » du continent, promettant d'améliorer son développement par le biais de fonds, de projets et de nouvelles opportunités. Il est crucial de comprendre qu'il ne s'agit pas là d'un geste de bonne volonté : les présidents de la FIFA ont un besoin vital de l'Afrique. Faire grandir le football sur le continent relève de leur devoir fondamental. L'Afrique n'a donc pas à vendre son âme, à rester aveuglément loyale, à garder le silence ou à se contorsionner pour apaiser celui qui tient les rênes à Zurich.

L'OMBRE DU PASSÉ ET LA COMPLAISANCE PERSISTANTE

La CAF a le pouvoir de fixer l'ordre du jour et de défendre les causes justes, comme elle a su le faire avec courage lors de son engagement contre l'apartheid. Elle a déjà remodelé le football pour le meilleur et conserve la capacité de le refaire aujourd'hui.

BRÉSIL

Neymar évite de se prononcer sur son avenir

L'attaquant brésilien Neymar a évité de se prononcer lundi sur une possible retraite à la fin de son contrat avec Santos, alors que son père a affirmé qu'il allait "continuer à jouer au football". La star de 34 ans a mis un terme à sa carrière internationale sous le maillot du Brésil après la défaite de la "Seleção" en 8es de finale de la Coupe du monde 2026 face à la Norvège, ponctuée d'un ultime penalty qui a vainement réduit l'écart (1-2) et terminée dans un torrent de larmes. Neymar est cependant lié par un contrat avec son club de cœur jusqu'en décembre. "Quand mon contrat se terminera, je réfléchirai à l'idée de rester à Santos, de partir ou d'arrêter de jouer. Je ne sais vraiment pas ce que je vais faire", a-t-il déclaré quand on l'a interrogé sur son avenir, lors d'une vente aux enchères caritative qu'il organisait lui-même à Sao Paulo. "On y va petit à petit, match après match. Je me sens bien physiquement", a ajouté l'ancien joueur du FC Barcelone et du Paris Saint-Germain, plombé par une série de blessures ces dernières années. Son père et représentant, Neymar da Silva Santos, a également été interrogé à ce sujet. "Neymar adore jouer au football. Que va-t-il faire d'autre ? Il n'a pas encore de diplôme de médecine, alors il va continuer à jouer", a-t-il ironisé. Santos doit affronter la semaine prochaine le club équatorien de Macara en 8es de finale de la Coupe sudaméricaine.



Ph: DR

d'hui. Dès lors, pourquoi ressent-elle toujours ce besoin d'être soumise, de rentrer dans le rang et d'être utilisée ? Pourquoi s'obstiner à fermer les yeux et les oreilles ?

Cette dynamique rappelle inévitablement la période où les enquêtes pour corruption ont englouti la FIFA, marquée par cette tristement célèbre pancarte : « Sepp Blatter. Le seul homme qui s'occupe des problèmes de l'Afrique ». C'est ce même état d'esprit qui avait poussé l'ancien chef de la Fédération zambienne à comparer le fait d'accepter tous les avantages offerts par Blatter en échange de votes — sans se soucier du bien-fondé de ces actions pour le sport — à l'acceptation de « maisons de Pablo Escobar achetées avec l'argent de la drogue ».

LES DÉSILLUSIONS DE L'ÈRE INFANTINO

Aujourd'hui, l'institution s'accommode volontiers de Gianni Infantino, ce « fidèle ami » dont l'inaction a été frappante lorsque Omar Artan, l'arbitre africain de l'année en titre, a été privé de son rêve de Coupe du Monde. Sous sa direction bienveillante en apparence, les supporters du continent ont été empêchés de voyager en raison d'interdictions de territoire ou d'une caution de visa prohibitive fixée à 15 000

dollars. Cette mesure, abandonnée beaucoup trop tard, a même privé la mère de l'héroïque gardien cap-verdien Vozinha de la chance d'assister à ses débuts historiques. L'influence d'Infantino s'est également traduite par des promesses grossièrement non tenues concernant la Super Ligue africaine, des pressions directes pour modifier la fréquence de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), et la garantie de son report en 2025 pour satisfaire le calendrier de la nouvelle Coupe du Monde des Clubs.

LE VÉRITABLE COMPLEXE D'INFÉRIORITÉ

Lorsque des entraîneurs, des joueurs et des journalistes ont accusé la CAF de sacrifier ses propres intérêts pour rendre la FIFA heureuse, le président Patrice Motsepe a déclaré : « Nous devons passer à autre chose et nous débarrasser de ce complexe d'infériorité ». Cependant, ce ne sont pas ceux qui se battent pour l'Afrique qui souffrent d'un complexe d'infériorité. Ce sont bien ceux qui refusent de saisir l'échelle de leur propre pouvoir et de l'immense responsabilité qui en découle. Infantino a infiniment plus besoin du continent que le continent n'a besoin de lui. L'Afrique peut, et se doit, d'être meilleure que cela. **R. S.**

FC BARCELONE

Marc-André ter Stegen prêté à l'Ajax

Le gardien international allemand du FC Barcelone, Marc-André ter Stegen, a été prêté pour une saison à l'Ajax Amsterdam, ont annoncé mardi les deux clubs. Le club espagnol a officialisé le départ en prêt du gardien sous contrat jusqu'en 2028 et qui était encore son capitaine en début de saison dernière, tout en lui souhaitant "bonne chance pour cette nouvelle étape de sa carrière", selon un communiqué. L'Ajax a, de son côté, confirmé l'arrivée du portier allemand jusqu'au terme de la saison 2026-2027, sans précision concernant une éventuelle option d'achat. Le

directeur sportif du club néerlandais, Jordi Cruyff, s'est félicité de l'apport d'un gardien "de classe mondiale", dont la présence renforcera, selon lui, immédiatement l'équipe. Arrivé en Catalogne en 2014 en provenance du Borussia Mönchengladbach, Ter Stegen a pris part à 423 rencontres sous les couleurs blaugranes et contribué à une période faste du club, avec notamment une Ligue des champions (2015) et sept titres de champion d'Espagne. Il n'a toutefois pas disputé de matches en Liga avec le Barça lors de l'exercice écoulé et a été prêté de janvier à juin à Gérone, où il

a très peu joué après s'être blessé aux ischio-jambiers. Il avait subi en septembre 2024 une rupture complète du tendon rotulien du genou droit, qui l'a éloigné des terrains près de huit mois. Joan Garcia, recruté à l'été 2025 en provenance de l'Espanyol, est devenu le gardien titulaire du FC Barcelone et le Polonais Wojciech Szczesny occupe le rôle de doublure. En équipe d'Allemagne, Ter Stegen a perdu son statut de N.1 de la Mannschaft acquis à l'issue de l'Euro-2024 et il n'a pas été appelé pour le Mondial-2026 qui a vu le retour en sélection de son rival Manuel Neuer.

NEWCASTLE

Nmecha pour remplacer Guimaraes ?

Alors que Bruno Guimaraes pourrait rejoindre Arsenal très prochainement contre un chèque de 90 millions d'euros, Newcastle cherche un milieu de terrain pour compenser le départ du Brésilien. Selon L'Equipe, les Magpies ont entamé des discussions pour Felix Nmecha (25 ans, 29 matchs et 2 buts en Bundesliga pour la saison 2025-2026), sous contrat jusqu'en juin 2030 avec Dortmund. Alors que la piste Victor Froholdt (Porto) est également étudiée, l'international allemand est considéré comme la priorité pour renforcer l'entrejeu de la formation anglaise.

ETATS-UNIS

Pochettino reste le sélectionneur jusqu'au Mondial 2030

L'Argentin Mauricio Pochettino a été prolongé jusqu'en 2030 à la tête de la sélection américaine, qui a atteint les 8es de finale du Mondial-2026, a annoncé lundi la fédération. Arrivé en septembre 2024, le technicien de 54 ans, va écrire "un nouveau chapitre" du "développement de l'équipe nationale masculine", a écrit la Fédération américaine de football dans un communiqué. Pays co-organisateur du dernier Mondial (remporté par l'Espagne, NDLR), les Etats-Unis ont terminé en tête de leur groupe avant de remporter pour la première fois de leur histoire un match à élimination directe, en 16es de finale aux dépens de la Bosnie-Herzégovine (2-0) puis de s'incliner en 8es face à la Belgique (4-1).

SCHALKE 04

Edin Dzeko prolonge une saison

L'international bosnien Edin Dzeko (40 ans) a prolongé son contrat d'une saison jusqu'à l'été 2027 avec Schalke 04, a annoncé lundi le club allemand, qu'il a rejoint en début d'année 2026 et qu'il a aidé à remonter en Bundesliga. Arrivé dans la Ruhr en janvier 2026 en provenance de la Fiorentina, Edin Dzeko était sous contrat avec les "Königsblauen", jusqu'à la fin de la saison 2025/26. Lundi, il s'est engagé pour une année de plus jusqu'au 30 juin 2027. "Depuis janvier, j'ai joué à Schalke avec une super équipe et devant des supporters fantastiques. Le remontée en Bundesliga fait partie des moments forts de ma carrière. J'ai encore faim. Et je veux aussi aider notre équipe en Bundesliga", a expliqué Edin Dzeko, cité dans le communiqué de Schalke 04. Cet été, Dzeko a participé à la Coupe du monde 2026 en Amérique du Nord avec la Bosnie-Herzégovine, après avoir éliminé l'Italie en mars en barrages européens. Le parcours bosnien au Mondial s'était arrêté en 16es de finale, avec une défaite contre les Etats-Unis (2-0).

STRASBOURG

Giovanni Reyna s'engage pour 5 ans

L'ex-espoir du football américain Giovanni Reyna s'est engagé avec le RC Strasbourg pour une durée de cinq années, a annoncé le club français mardi. Lancé par le Borussia Dortmund à 17 ans, le milieu offensif, désormais âgé de 23 ans, a ensuite vécu des exercices compliqués, échouant à s'imposer à Dortmund, puis à Nottingham Forest en Angleterre où il était prêté et à Mönchengladbach en Allemagne. Selon plusieurs médias, le Borussia Mönchengladbach devrait récupérer entre trois et cinq millions d'euros dans la transaction. En 2021, la valeur du fils de l'ancien international américain Claudio Reyna était estimée à 42 millions d'euros par le site spécialisé Transfermarkt. Giovanni Reyna (43 sélections, 10 buts) a participé au Mondial-2026 avec les Etats-Unis dans la peau d'un remplaçant, inscrivant un but contre le Paraguay.

CRISE AU SOUDAN

Le Quintette et l'ONU intensifient leurs consultations pour un processus politique inclusif

Cinq organisations internationales connues sous le nom de « Quintette » pour le Soudan ont poursuivi leurs consultations avec les acteurs politiques soudanais en faveur d'un processus politique inclusif, a déclaré un porte-parole de l'ONU.

Le Quintette est composé de l'Union africaine, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, de la Ligue des États arabes, de l'Union européenne et des Nations Unies. « S'appuyant sur les consultations exploratoires tenues à Addis-Abeba (Éthiopie) en juin, le Quintette a rencontré ces derniers jours des dirigeants politiques civils soudanais. Ils ont poursuivi leurs discussions sur les propositions et les perspectives permettant de faire pro-



Ph : DR

gresser le processus politique, notamment par l'instauration d'un climat de confiance », a déclaré Farhan Haq, porte-parole adjoint du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Pekka Haavisto, l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Soudan, continue de dialoguer avec toutes les parties et les a

exhortées à prendre des engagements concrets en faveur de la désescalade et à engager un véritable dialogue en vue de la cessation des hostilités, a déclaré Haq. Haavisto s'est entretenu dimanche avec le ministre soudanais des Affaires étrangères, Muhieddine Salem, pour discuter des récents développements au

Soudan et des préparatifs de sa prochaine visite à Khartoum, a déclaré le porte-parole. Haavisto continue également de dialoguer avec Mohamed Hamdan Dagalo, chef des Forces de soutien rapide (FSR), afin de discuter de mesures pratiques pour désamorcer le conflit, a déclaré le porte-parole lors d'un point de presse quotidien.

Les RSF mènent une guerre civile contre les forces armées soudanaises depuis avril 2023. Haavisto a pu rencontrer des représentants des forces armées soudanaises et des RSF pour tenter d'amener les deux parties à des pourparlers directs, a déclaré Haq. Haavisto se rend en Turquie cette semaine, où il rencontrera les autorités turques ainsi que des représentants de la communauté soudanaise présente dans le pays, notamment des représentants de la jeunesse et des femmes, a déclaré Haq.

R. I.

POUR STIMULER LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES AU CAMEROUN

La China CFHEC lance un programme d'incubateur de talents

China First Highway Engineering Co., Ltd. (CFHEC) a lancé une initiative de formation pour développer l'expertise locale au Cameroun. Le programme Seagull Talent a été lancé, lundi, dans la capitale, Yaoundé, en présence de hauts responsables du gouvernement camerounais, de diplomates chinois, de professeurs de l'École nationale supérieure des travaux publics (ENSTP) et des stagiaires. Ce cours de 10 jours réunit 54 par-

ticipants, dont 24 membres du personnel local du projet et 30 étudiants de l'ENSTP. Le programme, dispensé par des évaluateurs experts chinois et des enseignants de l'ENSTP, couvre la théorie de l'arpentage, le fonctionnement des instruments et la pratique sur le terrain, ainsi que des modules sur la culture d'entreprise et les opérations de drones. Le ministre camerounais de l'Enseignement supérieur, Jacques Fame Ndongo, a décrit cette initiative comme un transfert direct de compétences et de technologies, en accord avec l'objectif du gouvernement de professionnaliser l'éducation. « Vous ouvrez vos bureaux d'études et vos chantiers à nos étudiants, vous contribuez à harmoniser nos programmes universitaires avec les normes internationales et vous leur faites découvrir les technologies et les normes utilisées dans les grands projets chinois. C'est un acte de confiance envers la jeunesse camerounaise », a déclaré Ndongo. « Notre objectif commun est de former une main-d'œuvre nationale hautement qualifiée, capable à terme de concevoir et de gérer nos futurs grands projets d'infrastructure. C'est cela, une véritable souveraineté technique. Cela marque un véritable partenariat stratégique qui va au-delà de la simple

construction de routes et vise à bâtir l'avenir de notre capital humain », a ajouté Ndongo. Yang Song, directeur général de la division des opérations internationales de CFHEC, a déclaré que le programme est conçu comme un « incubateur de talents ». « Grâce à un mécanisme de formation structuré et systématique, le programme Seagull Talent vise à améliorer en permanence les compétences professionnelles et le travail d'équipe des employés locaux, et à développer une main-d'œuvre dotée d'une vision globale, d'une solide expertise technique et de compétences en communication interculturelle », a déclaré Yang. « Cela renforce également les ressources humaines nécessaires à notre stratégie internationale et donne un nouvel élan au développement et à la modernisation des infrastructures au Cameroun », a ajouté Yang. Le programme est certifié conjointement par le ministère de l'Enseignement supérieur du Cameroun, le CFHEC et la Société chinoise des routes et des transports. La CFHEC est présente au Cameroun depuis 1992. Selon l'entreprise, elle a réalisé près de 132 projets d'infrastructure et formé plus de 2 000 professionnels locaux dans différents métiers durant cette période.

R. I.

DANS L'EST DE MADAGASCAR

Au moins 3 500 personnes touchées par un grave incendie de marché à Toamasina

Au moins 3 500 personnes ont été touchées après qu'un incendie qui s'est déclaré dans la nuit de dimanche dernier et ayant ravagé un marché local à Toamasina, une ville portuaire de l'est de Madagascar, a déclaré lundi la mairie de Toamasina. Selon la mairie, l'incendie s'est déclaré au marché Bazar Kely, détruisant près de 90 % de celui-ci. Les pompiers sont arrivés sur les lieux huit minutes après le début du sinistre, mais des vents violents ont considérablement entravé leur intervention. Alain Andriafanomezantsoa, maire de Toamasina, a déclaré que la municipalité consultait les commerçants du marché afin d'identifier leurs besoins les plus urgents et de coordonner les premières mesures d'aide aux personnes sinistrées. Parallèlement, l'Office national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC) a fourni une aide d'urgence aux populations touchées. Les autorités locales ont déclaré que la cause de l'incendie restait inconnue et qu'une enquête officielle serait ouverte pour en déterminer l'origine exacte.

R. I.

UN POSSIBLE ÉPISODE EL NIÑO PLUS TARD CETTE ANNÉE

L'Ouganda met en garde contre les possibles répercussions et appelle à se préparer aux catastrophes

Le département météorologique ougandais a exhorté hier, le public et les autorités compétentes à se préparer à un possible épisode El Niño plus tard cette année, qui pourrait déclencher des inondations, des glissements de terrain et des perturbations généralisées des moyens de subsistance. Dans un bulletin météorologique, le Département des services météorologiques a indiqué qu'il existe une probabilité accrue qu'un épisode El Niño se développe au cours du second semestre 2026 et persiste jusqu'en 2027. « Bien que l'ampleur et les impacts exacts du phénomène El Niño prévu soient encore en cours d'évaluation, les prévisions climatiques préliminaires suggèrent une forte probabilité d'épisodes de précipitations supérieures à la normale dans plusieurs régions du pays au cours de la prochaine saison des pluies, de septembre à décembre », a déclaré l'agence dans un communiqué. Elle avertit que les plaines inondables, les zones urbaines dotées de systèmes de drainage inadéquats, les bassins versants, les zones humides et les régions montagneuses sont particulièrement vulnérables. Le ministère a indiqué qu'il continuerait de travailler en étroite collaboration avec les centres climatiques régionaux et internationaux afin de fournir en temps opportun des prévisions, des avis et des informations d'alerte précoce pour soutenir la préparation et la prise de décisions éclairées. Elle a préconisé des mesures de précaution, notamment le renforcement des plans d'intervention en cas de catastrophe, le dégagement des canaux de drainage et des zones inondables, et l'évitement de l'installation et de la culture dans les zones sujettes aux inondations et aux glissements de terrain. La semaine dernière, la Commission de l'Union africaine a appelé ses États membres à renforcer leurs préparatifs en vue de l'épisode El Niño attendu en 2026/2027, les avertissant qu'il pourrait déclencher des sécheresses, des inondations, une insécurité alimentaire et des pertes économiques sur tout le continent.

R. I.

CÔTE D'IVOIRE

Le pays honore 80 lauréats des prix nationaux d'excellence

La Côte d'Ivoire a honoré 80 lauréats des Prix nationaux d'excellence pour leur contribution au développement du pays lors de la cérémonie de la Journée nationale d'excellence 2026 qui s'est tenue, lundi, à Abidjan. Au total, 87 prix étaient en lice. À l'issue du processus de sélection, 80 lauréats, personnes physiques et morales issues des secteurs de l'éducation, de la recherche, de l'innovation, de l'économie, de la culture, des affaires sociales, de la défense et de la sécurité, ont été retenus parmi 3 977 candidatures, a déclaré le Premier ministre Robert Beugre Mambe lors de la cérémonie qui s'est tenue au Palais présidentiel. Dans un message publié à cette occasion, le président Alassane Ouattara a déclaré que ces prix étaient devenus « un événement majeur de la vie nationale du pays », rendant hommage aux femmes et aux hommes qui contribuent au développement du pays par leur talent, leur créativité, leur travail acharné et leur sens du devoir.

R. I.

ÉTHIOPIE

Un glissement de terrain fait 14 morts à Amhara

Quatorze personnes ont été tuées dans un glissement de terrain provoqué par de fortes pluies dans la région Amhara, dans le nord de l'Éthiopie, ont confirmé les autorités locales. Un glissement de terrain s'est produit dans la zone de North Shewa, dans l'État d'Amhara, ensevelissant des fidèles rassemblés dans un monastère. L'accident a fait 14 morts et sept blessés, plus ou moins graves, a indiqué le bureau de communication de la zone de North Shewa dans un communiqué publié lundi soir. L'incident s'est produit pendant la saison des pluies en Éthiopie, qui a débuté en juin et devrait se poursuivre jusqu'à fin septembre. Les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les inondations et les glissements de terrain, sont devenus de plus en plus fréquents en Éthiopie, notamment pendant la saison des pluies. Les autorités ont récemment exhorté le public à prendre les précautions nécessaires contre les risques potentiels d'inondations et de glissements de terrain, en particulier dans les zones vulnérables à de telles catastrophes.

R. I.

DE L'EAU COURANTE AUX RÉSEAUX ÉLECTRIQUES

L'Europe aux prises avec la chaleur et une vie quotidienne sous pression

L'Europe est aux prises avec une chaleur prolongée et une sécheresse généralisée, qui exercent une pression croissante sur les approvisionnements en eau potable, la production d'électricité, l'agriculture et les transports intérieurs, et perturbent la vie quotidienne et l'activité économique sur tout le continent.



PH. D. R.

Les gouvernements s'efforcent de mettre en place des mesures d'urgence pour garantir l'approvisionnement en eau et en énergie et maintenir les transports, car la sécheresse ne montre que peu de signes d'amélioration. Les effets de la chaleur et de la sécheresse prolongées se font sentir dans l'approvisionnement en eau et en électricité des ménages, ainsi que dans la production agricole.

Dans la plaine du Pô en Italie, le niveau d'urgence sécheresse a été relevé à un niveau de gravité « élevé », selon l'Autorité du bassin du Pô. Plus de 100 communes des régions du Piémont et de la Lombardie, dans le nord du pays, sont confrontées à de graves problèmes d'approvisionnement en eau potable.

Dans plusieurs communes, des camions-citernes sont utilisés depuis plusieurs jours pour remplir les réservoirs et assurer l'approvisionnement des ménages. En Belgique, la consommation d'eau est également soumise à des restrictions. Le gouvernement régional bruxellois a exhorté les Bruxellois à reporter les activités non essentielles telles que le lavage des voitures, le remplissage des piscines et l'arrosage des pelouses. Huit communes wallonnes ont instauré des restrictions d'eau, tandis que la Flandre a émis une alerte sécheresse de niveau orange.

L'AGRICULTURE ÉGALEMENT SOUS PRESSION

À Chypre, les températures avoisinant les 43 degrés Celsius fin juillet ont fait grimper la demande d'électricité à un niveau record de 1 341 mégawatts, les ménages et les entreprises ayant fortement recours à la climatisation. En raison de l'arrêt de deux groupes électrogènes à la centrale de Dhekelia, l'Autorité de l'électricité de Chypre et le gestionnaire du réseau de transport d'électricité du pays ont mis en place des coupures de courant tournantes et contrôlées dans plusieurs régions. Ces coupures, d'une durée généralement comprise entre 20 et 30 minutes, visaient à préserver la stabilité du réseau. Selon l'Association des agriculteurs de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, la sécheresse a gravement affecté les cultures et l'élevage. Le maïs commercial et le maïs ensilage ont été particulièrement touchés, tandis que les arboriculteurs et les éleveurs ont également subi des pertes. L'association a indiqué que des rendements plus faibles et des coûts de production élevés pourraient faire grimper les prix agricoles.

LA BAISSÉ DES RIVIÈRES PERTURBE LES TRANSPORTS ET LA PRODUCTION D'ÉNERGIE

Partout en Europe, la baisse du niveau des fleuves affecte la navi-

gation intérieure, le transport de marchandises et la production d'électricité. Le 30 juillet, le Rhin a atteint son niveau le plus bas jamais enregistré aux Pays-Bas. À Lobith, où le fleuve entre dans le pays en provenance d'Allemagne, le niveau de l'eau était de 6,47 mètres au-dessus du Normaal Amsterdams Peil, le niveau de référence national néerlandais, légèrement en dessous du précédent record établi en 2022. En Allemagne, le niveau de l'eau au point de passage stratégique de Kaub est tombé à 28 centimètres lundi et devrait passer sous la barre des 20 centimètres plus tard dans la semaine, selon l'Administration fédérale des voies navigables et de la navigation. Bien que la lecture de la jauge ne représente pas la profondeur du chenal de navigation lui-même, le faible niveau a contraint les navires à réduire leur chargement, affectant les expéditions de charbon, de minerais, de céréales, de carburants et de matières premières de raffinerie. Des problèmes de transport similaires sont signalés en Belgique. Sur certaines voies navigables, les navires ont dû laisser à terre entre 10 et 20 % de leur cargaison, selon l'association de navigation intérieure Koepel Binnenvaart Vlaanderen. Plus de la moitié des marchandises quittant le port d'Anvers-Bruges sont transportées par voie

fluviale. Les compagnies maritimes ont averti que la persistance des retards des camions-citernes de diesel et d'essence pourrait à terme impacter les livraisons aux stations-service. La Pologne a enregistré cette année une température record, battant un record national vieux de plus d'un siècle. L'Institut polonais de météorologie et de gestion de l'eau a récemment émis des alertes à la sécheresse hydrologique concernant 64 bassins versants à travers le pays, précisant que la sécheresse persistante avait entraîné une baisse du niveau d'eau dans certains cours d'eau et que des conditions hydrologiques difficiles affectaient également la navigation intérieure.

EN HONGRIE, LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE PAKS POURRAIT CONNAÎTRE SON PREMIER ARRÊT COMPLET EN 44 ANS D'EXISTENCE

Cette centrale assure normalement près de la moitié de la production d'électricité du pays. Le long du Danube, des apports d'eau exceptionnellement faibles ont réduit la production d'électricité des centrales hydroélectriques de Djerdap, en Serbie, à son plus bas niveau depuis leur mise en service. Djerdap I fonctionne actuellement à environ 20 % de sa capacité normale et Djerdap II à environ 30 %, a déclaré la ministre serbe des Mines et de l'Énergie, Dubravka Djedovic Handanovic. La centrale thermique de Kostolac, alimentée en eau de refroidissement par le Danube, a également réduit la production de certaines de ses unités de production d'environ un tiers. La baisse du niveau du fleuve a diminué la capacité de transport des barges acheminant des produits pétroliers, contraignant une partie du transport de carburant du pays à privilégier le transport ferroviaire plutôt que la voie fluviale. Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité serbe a indiqué que la baisse du niveau des cours d'eau affectait la production d'énergie hydroélectrique, nucléaire et thermique à travers l'Europe. Des pays voisins, dont la Hongrie et la Croatie, ont récemment sollicité une aide d'urgence de la Serbie en matière d'électricité.

LES MESURES DE CONSERVATION ENTRENT EN VIGUEUR

La Hongrie a autorisé des réductions obligatoires de la consommation pour les principaux utilisateurs industriels si nécessaire, même si les efforts de conservation volontaires ont jusqu'à présent permis d'éviter un rationnement forcé. Près de 300 entreprises, ainsi que des entreprises publiques, des collectivités locales, des organisations de la société civile et des églises, se sont engagées à réduire leur consommation d'électricité. L'éclairage décoratif des monuments emblématiques tels que le Parlement hongrois, le château de Buda et le pont des Chaînes a été éteint. Le gouvernement a également mis en veille les groupes électrogènes de réserve, maximisé les importations d'électricité et suspendu la plupart des opérations de fret ferroviaire aux heures de pointe du soir. Les restrictions concernant les ménages restent une mesure de dernier recours. La Serbie a annoncé la tenue de réunions de coordination quotidiennes entre les agences concernées à partir du 4 août. Les autorités ont appelé les ménages, les entreprises et les collectivités locales à utiliser l'électricité et l'eau avec plus de précaution, notamment l'eau d'irrigation. Le gouvernement a maintenu le niveau des réservoirs à environ 75 % de leur capacité tout en augmentant les réserves de charbon, de fioul et d'électricité. Les stocks de diesel et d'essence sont suffisants pour environ 90 jours de consommation estivale moyenne, et une partie du transport des produits pétroliers s'effectue désormais par voie ferroviaire plutôt que par voie fluviale. Les autorités belges chargées de l'eau ont également mis en place des mesures pour stabiliser les niveaux d'eau. En Flandre, les prélèvements d'eau dans les rivières sont interdits, le tirant d'eau des navires est limité et le passage groupé des bateaux aux écluses est obligatoire afin de préserver les ressources en eau. Le port de Bruxelles a regroupé les opérations d'écluse et restreint la navigation de plaisance. Aux Pays-Bas, l'équipe nationale de gestion des pénuries d'eau s'est réunie le 30 juillet et a conclu qu'aucune mesure nationale ou suprarégionale supplémentaire n'était nécessaire pour le moment. Les autorités ont indiqué qu'il n'y avait pas de pénurie d'eau potable, mais ont exhorté les ménages et les entreprises à continuer d'utiliser l'eau de manière responsable. Chypre prévoit, quant à elle, de développer une capacité de stockage d'énergie par batteries d'environ 120 mégawatts à partir de 2027. Ces projets devraient permettre d'utiliser davantage d'électricité solaire produite pendant la journée lors des pics de consommation du soir et de réduire le risque de futures pénuries d'électricité. Thierry Vanelslander, économiste des transports à l'Université d'Anvers, a déclaré que des mesures telles qu'une exploitation plus efficace des écluses et l'acheminement d'eau par les affluents et les canaux ne pourraient limiter que temporairement l'impact de la crise. Il a ajouté que ces mesures étaient contraintes par la sécheresse généralisée et la nécessité de préserver des réserves suffisantes d'eau potable. Il a averti que la situation pourrait encore s'aggraver si la sécheresse persistait en août et en septembre.

R. I.

AGRESSION AMÉRICAINE CONTRE L'IRAN

La population résiste aux menaces de guerre et aux manœuvres de Trump

De nombreux Iraniens disent s'être accoutumés aux menaces américaines et ont fait le choix de se détourner de l'actualité du conflit. La crise économique s'aggrave en Iran avec sa devise, le rial, au plus bas et une forte inflation. Malgré les tensions, Washington et Téhéran évoquent une possible reprise des négociations sous médiation régionale. Depuis plusieurs mois, les déclarations de Donald Trump sur la guerre avec l'Iran rythment l'actualité : menaces de frappes massives, promesses de négociations et messages contradictoires se succèdent. Mais à Téhéran, la majorité du peuple iranien manifeste dans les rues pour exprimer son refus de subir les visés psychologiques par les annonces et les menaces quotidiennes de Washington « jugées anxiogènes et imprévisibles », rapportent des médias locaux et étrangers. Faezeh, employée dans une société financière de la capitale, explique à la chaîne qatarie El Jazeera « vouloir se protéger de cette incertitude permanente en se concentrant sur son quotidien et ses proches ». Des milliers comme elle affichent leur résistance à l'agression américaine et sioniste en maintenant leur

rythme de vie le plus normalement que possible « une manière de montrer à nos ennemis que nous nous n'abandonons pas à leurs menaces comme notre armée et nos responsables ». Nombreux les Iraniennes et iraniens qui ont choisi de « limiter leur exposition aux informations liées au conflit » notamment émanant par les médias occidentaux, alors que la guerre approche de son sixième mois et pour l'opinion iranienne « nous résistons et nous affrontons ceux qui agresse notre pays et nos institutions, chacun dans son domaine ».

Pour les iraniens la stratégie de communication de Donald Trump « repose davantage sur les réseaux sociaux et la pression psychologique que sur des décisions concrètes » soulignent-ils, ajoutant que le président américain « parle plus et n'a plus besoin d'agir autant », estime-t-il dans leurs déclarations aux médias locaux et étrangers.

Sur le plan diplomatique, Washington affirme que les discussions avec Téhéran pourraient reprendre sous médiation régionale, alors que l'Iran, par le biais de son ministre des affaires étrangères réagit à ces annonces par un

démenti. L'Iran assure de son côté avancer avec Oman sur la question du détroit d'Ormuz, tout en refusant de revenir à la situation d'avant-guerre et exige notamment la levée des sanctions américaines et maintient ses positions sur son programme nucléaire et ses alliances régionales, des points contenus dans le document de l'accord conclu que Washington a fini par mettre en suspens.

Le président iranien Massoud Pezeshkian continue de défendre l'idée d'un accord avec les États-Unis, estimant que le mémorandum signé en juin pourrait devenir un « centre de gravité » des relations extérieures iraniennes. Mais Donald Trump maintient sa politique de déclaration et contre déclaration, affirmant qu'aucune solution ne sera possible sans accord ou « capitulation totale » de Téhéran, laquelle condition est comme l'affirme les experts et même de hauts responsables militaires américains que les États-Unis de Trump ont échoué à atteindre les objectifs de la guerre déclenchée contre l'Iran et que l'étape en cours et la recherche comment s'en sortir à moindre coût.

R. I.

ALORS QUE LE BLOCAGE DU DÉTROIT D'ORMUZ PERSISTE

Les États-Unis et l'Iran en désaccord sur les négociations

Le président américain Donald Trump a déclaré lundi que des pourparlers avec l'Iran étaient « en cours », qualifiant ces discussions de « dernière chance » pour Téhéran de parvenir à un accord mettant fin à cinq mois de guerre. L'Iran a toutefois nié toute négociation en cours ou prévue.



AP:BP

Tump a fait ces déclarations après avoir annulé samedi dernier ses frappes qui devaient être selon lui « des frappes massives » contre l'Iran, une décision qui s'inscrit dans sa stratégie consistant à « proférer des menaces avant de finalement faire marche arrière » comme le soulignent des experts en politique et relations internationales notamment américains, qui selon eux est « une dynamique qui s'est répétée depuis le lancement de l'Opération Epic Fury ». Que des pourparlers soient ou non en cours, les derniers développements laissent penser qu'une résolution diplomatique du conflit reste improbable à court terme, en raison de l'impossibilité des États-Unis de Trump de se remettre à l'évidence de l'échec de sa politique agressive contre l'Iran laquelle est soutenue par son fidèle allié l'entité

sioniste, qui espère en vain devenir le maître de la région.

DÉCLARATIONS CONTRADICTOIRES

Trump a annoncé dimanche que des pourparlers repris avec des représentants iraniens débuteraient lundi, sans toutefois préciser le lieu ni les participants. « Nous sommes en pourparlers, et nous le sommes à la demande de l'Iran, avec le soutien de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du Qatar en particulier, mais aussi d'autres pays », a déclaré Trump aux journalistes dans le Bureau ovale de la Maison Blanche. « C'est leur dernière chance (à l'Iran) de signer un bon document », a poursuivi Trump. Il a déclaré que les discussions portaient sur la réouverture du détroit d'Ormuz, qui pourrait avoir lieu « littéralement dès demain », et sur la dénucléarisation de l'Iran, qui, a-t-il noté, pourrait « prendre un peu de temps ». La partie iranienne, en

revanche, a tenu un discours diffèrent, insistant sur le fait qu'aucune négociation n'était en cours avec les États-Unis et qu'aucune n'avait été programmée. Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmail Baghaei, a déclaré lundi que l'Iran n'était actuellement engagé dans aucune négociation avec les États-Unis et que les seules discussions en cours portaient sur la gestion du détroit avec Oman. Lundi soir, Trump a répliqué sur Truth Social en qualifiant les dirigeants iraniens d'« incroyablement dupes ». Ils demandent une réunion, certains diraient même qu'ils "supplient", les pourparlers commencent, d'autres sont prévus prochainement, et ils déclarent, ouvertement et fièrement, qu'ils n'ont aucune discussion, que rien n'est abordé et qu'ils ne traitent que d'"Oman", a-t-il écrit dans une publication sur sa plateforme de médias sociaux. Selon un reportage de CBS News diffusé

lundi, citant des responsables américains, aucun nouveau plan de négociation, ni aucun plan extraordinaire, n'est prévu. Les équipes de négociation américaines et iraniennes poursuivent simplement leurs consultations en cours par l'intermédiaire de médiateurs.

ORMUZ L'IMPASSE POUR LES ÉTATS UNIS ET LA CARTE MAÎTRESSE DE L'IRAN

Le détroit d'Ormuz demeure un obstacle majeur à la fin de la guerre. Depuis la rupture du cessez-le-feu en juillet, l'Iran a rétabli le blocus de cette voie maritime, qu'il avait initialement imposé au début du conflit. Le ministère iranien des Affaires étrangères a déclaré lundi être en pourparlers avec Oman pour établir une voie de transit temporaire et sûre pour les navires traversant le détroit, un point de passage maritime crucial par lequel transitent habituellement environ 20 % des approvisionnements mondiaux en pétrole brut et en gaz naturel liquéfié. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a déclaré aux médias d'État que les négociations avec Oman étaient « en voie d'achèvement et dans leur phase finale ». Par ailleurs, Trump a déclaré que le détroit d'Ormuz était « déjà entièrement contrôlé par la marine américaine ». « Rien ne passera en Iran si nous ne le voulons pas, et rien ne passera tant qu'un accord, ou une capitulation totale, n'aura pas été conclu », a-t-il écrit sur Truth Social. Le commandement central américain (CENTCOM) a déclaré lundi que les forces américaines continuent d'appliquer « strictement » le blocus américain contre l'Iran. « au lundi », le CENTCOM a redirigé 44 navires commerciaux, en a immobilisé 2 et en a arraisonné 2 », a-t-il publié sur X. Les tensions dans la région sont restées vives après qu'un cargo a signalé avoir été touché par un projectile non identifié au large des côtes d'Oman tôt mardi, heure locale, selon l'agence britannique des opérations commerciales maritimes (UKMTO). Un avis de l'UKMTO indique que l'incident s'est produit dans des eaux situées à environ 20 milles nautiques au nord-est d'Al Khasab, à Oman, près de l'entrée orientale du détroit d'Ormuz. Les analystes affirment que la crise a laissé une impression durable sur les gouvernements et les entreprises en ce qui concerne les risques liés à la chaîne d'approvisionnement. « Même si la crise d'Ormuz prend fin demain, son héritage perdurera. Les pays continueront de rechercher des réseaux de transport plus résilients au lieu de dépendre d'une seule route maritime », a déclaré Ali Oguz Dirioz, professeur associé à l'université TOBB d'Ankara, spécialiste des corridors commerciaux et énergétiques.

R. I.

PRÈS DE LA MER NOIRE

Les affrontements s'intensifient entre la Russie et l'Ukraine

Les hostilités entre la Russie et l'Ukraine se sont intensifiées au sujet de la mer Noire et de ses zones côtières, ont déclaré les autorités lundi. Des drones ukrainiens ont ciblé plusieurs villes touristiques russes le long de la côte de la mer Noire, tandis que la Russie a frappé des navires ukrainiens transportant du matériel militaire. Sept personnes ont été tuées, dont trois enfants, et au moins 40 autres blessées lors d'une attaque de drone ukrainienne contre Arkhipo-Osipovka, un village touristique de la mer Noire situé dans la région russe de Krasnodar, lundi, selon le centre régional de gestion des urgences. Alexei Kuznetsov, conseiller du ministre russe de la Santé, a indiqué que 21 personnes avaient été hospitalisées. Il a précisé que neuf d'entre elles, dont trois enfants, étaient dans un état critique. Par ailleurs, le ministère russe de la Défense a annoncé lundi que ses drones avaient frappé quatre vraquiers transportant du matériel militaire destiné à soutenir les opérations militaires des forces armées ukrainiennes. Le ministère a indiqué que deux vraquiers déchargeant du matériel militaire avaient été pris pour cible au port de Mykolaïv, un port fluvial situé sur le Boug méridional, à environ 65 km à l'intérieur des terres, de la mer Noire. Deux autres cargos transportant du matériel militaire ont été attaqués dans les eaux de la mer Noire.

R. I.

UKRAINE Le représentant diplomatique aux États-Unis limogé

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a limogé l'ambassadrice d'Ukraine aux États-Unis, Olha Stefanishyna, selon un décret publié lundi par la présidence. Stefanishyna, qui occupait le poste d'ambassadrice depuis l'année dernière, a annoncé sur Facebook avoir demandé à être relevée de ses fonctions pour des raisons personnelles. Elle a décrit son passage à Washington comme « le plus grand honneur » de sa vie. « Nous avons accru nos livraisons d'armes américaines et maintenu notre soutien précisément au moment où le contexte politique à Washington ne nous était pas favorable », a-t-elle ajouté. Zelensky n'a pas annoncé de successeur à ce poste. Cette décision intervient après un remaniement ministériel lancé par Zelensky en juillet et à un moment où Kiev recherche un soutien militaire américain continu dans son conflit avec la Russie. Les récents contacts entre Zelensky et le président américain Donald Trump ont porté sur la coopération en matière de défense aérienne et les efforts diplomatiques visant à mettre fin au conflit ukraino-russe.

R. I.

R. I.

AU SUJET DES DROITS DE DOUANE

25 États américains poursuivent l'administration Trump

Une coalition de 25 États a déposé lundi une plainte contre l'administration Trump, arguant que le président américain Donald Trump avait outrepassé son autorité légale en imposant de nouveaux droits de douane généralisés sur les marchandises de 60 partenaires commerciaux, selon un document judiciaire. La plainte, déposée devant la Cour du commerce international des États-Unis, conteste les droits de douane récemment instaurés, de 10 % ou 12,5 %, sur la grande majorité des marchandises importées des économies concernées. Selon les États, ces économies représentent à elles seules 99,4 % des importations américaines.

La coalition demande à la cour de bloquer les droits de douane, de les déclarer illégaux et d'ordonner le remboursement des droits déjà payés.

Le recours juridique porte sur la volonté de l'administration de maintenir le vaste régime tarifaire mis en place par Trump, après que les tribunaux fédéraux ont rejeté deux versions antérieures imposées en vertu de cadres législatifs différents. Les États affirment que les responsables fédéraux se sont servis de l'article 301 de la loi de 1974 sur le commerce et des préoccupations liées au travail forcé comme simple prétexte pour recréer rapidement des droits de douane mondiaux quasi identiques à ceux que la Cour suprême avait invalidés en février. « Les droits de douane illégaux du président Trump ne sont rien de plus qu'une taxe sur les familles qui travaillent dur, faisant grimper le prix des produits alimentaires, des articles ménagers essentiels, des matériaux de construction et d'innombrables biens de consommation courante dont les New-

Yorkais ont besoin », a déclaré la gouverneure de New York, Kathy Hochul, dans un communiqué. Le procureur général de l'Oregon, Dan Rayfield, a partagé ce sentiment, soulignant l'impact économique sur les collectivités locales. « Aujourd'hui, nous déposons notre troisième plainte contre les droits de douane illégaux de Trump », a écrit Rayfield sur X. « Une fois de plus, le président augmente le prix des produits de consommation courante pour les familles et les petites entreprises de l'Oregon, et une fois de plus, nous sommes à la tête d'une coalition multi-états qui se mobilise pour l'en empêcher. » « Après sa défaite devant la Cour suprême, l'administration tente une nouvelle fois d'augmenter illégalement les impôts des familles et des entreprises par le biais d'une nouvelle série de droits de douane », a déclaré la procureure générale de New York, Letitia James.

La Maison Blanche a rejeté les arguments de la coalition, affirmant que les droits de douane de la Section 301 se sont révélés être un « outil juridiquement durable » depuis le premier mandat du président et le restent sous l'administration actuelle.

L'Arizona, la Californie, le Colorado, le Connecticut, le Delaware, Hawaï, l'Illinois, le Kentucky, le Massachusetts, le Maryland, le Maine, le Michigan, le Minnesota, le Nevada, le New Jersey, le Nouveau-Mexique, la Caroline du Nord, l'Oregon, la Pennsylvanie, le Rhode Island, la Virginie, le Vermont, l'État de Washington et le Wisconsin se joignent à New York dans la poursuite annoncée lundi.

BOX-OFFICE

"Spider-Man: Brand New Day" détrône "Avengers: Endgame"

Avec des recettes historiques de 360 millions de dollars pour son premier week-end d'exploitation en Amérique du Nord, le nouveau volet des aventures de Peter Parker s'impose comme le plus gros démarrage de l'histoire du cinéma américain. Balayant le précédent record détenu par l'équipe des Avengers depuis 2019, ce succès retentissant redonne un souffle d'espoir inespéré à l'industrie des salles obscures.

L'homme-araignée a tissé une toile bien trop robuste pour Iron Man, Thor et Captain America. Selon les chiffres actualisés publiés ce lundi, "Spider-Man: Brand New Day" a pulvérisé les compteurs lors de son week-end de lancement nord-américain, récoltant 360 millions de dollars. Il dépasse ainsi le mastodonte "Avengers: Endgame", qui détenait jusqu'alors la couronne absolue avec 357 millions de dollars amassés lors de sa sortie en 2019. Ce triomphe financier résonne comme une véritable victoire pour les défenseurs de l'expérience sur grand



écran. Tom Rothman, le président de Sony Pictures — studio qui co-produit le film avec Marvel —, n'a pas boudé son plaisir lors d'un échange avec le magazine Variety : « Alors, je suppose que le cinéma n'est pas mort, finalement ? "Spider-Man" rassemble les gens au-delà des cultures et des générations. Les gens peuvent bien cracher sur l'exploitation en salles autant qu'ils veulent, mais ça, c'est une chose que seuls les films - et les salles de cinéma - peuvent faire ». À l'échelle internationale, l'engouement est tout aussi foudroyant. Le long-métrage signe le deuxième meilleur démarrage mondial de tous les temps avec 932 millions de dollars. Sur ce terrain, il reste en deuxième position derrière "Endgame", qui avait engrangé le chiffre colossal de 1,2 milliard de dollars dès ses premiers jours d'exploitation.

Côté scénario, ce nouvel opus nous plonge dans les tourments d'un Peter Parker profondément esseulé. Toujours

incarné par Tom Holland, le jeune héros tente de survivre après avoir vu son identité littéralement effacée de la mémoire de l'humanité entière. En plus de cette épreuve psychologique, il se retrouve confronté à une étrange mutation physique et à l'émergence de nouvelles menaces. Pour porter cette intrigue plus sombre, le film s'appuie sur une distribution de haut vol, réunissant Zendaya, Mark Ruffalo, Florence Pugh et Sadie Sink.

La qualité est au rendez-vous, puisque le public et la presse semblent sur la même longueur d'onde. Le film est globalement jugé comme une grande réussite, affichant une note de 90 % de la part des critiques et un score d'approbation quasi parfait de 98 % du côté des spectateurs sur le site de référence Rotten Tomatoes.

Une excellente nouvelle pour les cinéphiles : ce blockbuster événement est actuellement à l'affiche dans les salles de cinéma algériennes.

POUR LA PROJECTION DE LEUR DOCUMENTAIRE

Noel et Liam Gallagher attendus à la Mostra de Venise

Après seize années de séparation et de querelles interposées, les frères les plus célèbres de la Britpop s'apprêtent à fouler le prestigieux tapis rouge de la 83e Mostra de Venise. Noel et Liam Gallagher y présenteront en avant-première mondiale « Oasis : Don't Look Back In Anger », un documentaire immersif retraçant les coulisses de leur historique tournée de retrouvailles « Live '25 ». Un événement cinématographique qui scelle la réconciliation tant attendue du groupe manucien.

Le retour d'Oasis ne se limitera pas aux stades pleins à craquer. L'engouement suscité par la reformation du groupe prend une nouvelle ampleur avec la sortie imminente d'un documentaire très attendu, consacré à leur tournée Live '25. Avant de s'emparer des salles obscures, l'œuvre s'offre une rampe de lancement de choix : une projection hors com-

pétition au Festival du film de Venise. Le directeur de la Mostra, Alberto Barbera, a confirmé que les deux frères ont pris l'engagement d'y assister en personne, promettant l'une des montées des marches les plus électriques et scrutées de cette fin d'été.

Réalisé par le duo Dylan Southern et Will Lovelace, spécialistes reconnus des documentaires musicaux, le projet bénéficie également de la patte narrative de Steven Knight. Le célèbre créateur de la série Peaky Blinders, qui officie ici en tant que producteur, n'a pas caché son enthousiasme face aux images récoltées, qualifiant le résultat de véritablement phénoménal. L'équipe de tournage a bénéficié d'un accès sans précédent pour filmer la préparation de la tournée, capturant l'intimité des répétitions et l'alchimie intacte du groupe.

La véritable pièce maîtresse de Don't Look Back In Anger réside dans ses séquences d'entretiens.

Pour la toute première fois depuis plus de vingt-cinq ans, Liam et Noel Gallagher ont accepté de s'asseoir côte à côte pour accorder des interviews conjointes. Face à la caméra, les frères reviennent sur les décennies de tensions qui ont suivi leur rupture fracassante en 2009, la mécanique de leur réconciliation, et le poids de leur héritage musical sur la culture populaire britannique.

Après l'effervescence du Lido vénitien, les fans n'auront pas à patienter longtemps. Le documentaire bénéficiera d'une sortie mondiale au cinéma — incluant des projections en format IMAX — prévue pour le 11 septembre 2026. L'œuvre rejoindra ensuite exclusivement le catalogue de la plateforme Disney+ quelques mois plus tard, offrant un accès privilégié à la renaissance de l'une des formations les plus mythiques de l'histoire du rock.

SUR FOND DE TENSIONS XÉNOPHOBES EN AFRIQUE DU SUD

Tyla annule son concert au Nigeria

La célèbre chanteuse sud-africaine Tyla a retiré la ville de Lagos de sa tournée mondiale. Bien qu'aucune explication officielle n'ait été fournie par l'artiste, cette déprogrammation intervient alors que les appels au boycott se multiplient au Nigeria, en réponse à une nouvelle vague de violences visant les étrangers en Afrique du Sud.

Le secteur culturel n'échappe pas aux vives répercussions des tensions diplomatiques entre Pretoria et Abuja. Alors qu'elle venait d'annoncer les trente-quatre dates de la tournée mondiale accompagnant son deuxième album, APOP*, l'artiste sud-africaine lauréate d'un Grammy Award a publié vendredi une liste mise à jour amputée de son escale nigériane. L'interprète du tube "Water" et son équipe n'ont pour l'instant pas justifié ce retrait soudain.

Toutefois, le contexte politique et social semble être le principal moteur de cette décision. Depuis plusieurs semaines, le Nigeria est le théâtre d'une vaste campagne appelant au boycott des événements liés à l'Afrique du Sud. Ce mouvement de contestation fait directement suite à une recrudescence de manifestations meurtrières et d'attaques anti-migrants sur le sol sud-africain. Dans la première économie du continent, où le taux de chômage dépasse les 30 %, les travailleurs étrangers sont régulièrement pris pour cibles et accusés de s'accaparer les emplois locaux.

Ces violences xénophobes, qui ont causé la mort d'au moins quatre ressortissants étrangers, ont provoqué la colère de plusieurs gouvernements africains. Le Nigeria et le Ghana se sont montrés particulièrement virulents dans leurs critiques à l'égard de Pretoria, rendant les récents échanges diplomatiques entre les deux nations très tendus. Conséquence directe de ce climat d'insécurité, l'Afrique du Sud connaît un exode massif. Depuis la fin du mois de mai, plus de 160 000 personnes ont quitté le territoire, dont environ 1 500 citoyens nigériens ayant bénéficié d'opérations de rapatriement organisées par leur gouvernement.

DÉDIÉE AUX ENFANTS

Lancement à Mila de la manifestation culturelle "Notre été est créativité"

Les activités de la manifestation culturelle "Notre été est créativité" ont été lancées lundi à la maison de la culture M'barek El Mili de Mila avec la participation d'enfants des communes de la wilaya. Le programme de la manifestation, initiée par le ministère de la Culture et des Arts, comprend neuf ateliers pour enfants dont "mon histoire, mon théâtre", "la voix du musée", "stand up comedy", "Zenkat El Hakawati oua El Goual", a précisé à l'APS le directeur de la culture et des arts, Mounir Mouissi. Le programme de cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 1er septembre s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère de tutelle dans le but de promouvoir la pratique culturelle et artistique chez les enfants, de développer leur créativité durant les vacances d'été et de mettre en avant leurs talents. Selon la même source, cette activité est également une opportunité pour découvrir les talents des enfants pour les prendre en charge à travers les structures culturelles qui constituent des espaces d'apprentissage, de créativité et d'expression. A noter que quiconque souhaite participer aux activités programmées et encadrées par des spécialistes peut s'inscrire sur les pages officielles sur les réseaux sociaux des structures culturelles du secteur de la culture et des arts qui demeurent ouvertes durant toute la période de cette manifestation.

FORT DU SUCCÈS DE CREED III

Michael B. Jordan s'attaque au remake de « L'Affaire Thomas Crown »

Fort du succès critique et commercial de Creed III, l'acteur et réalisateur américain Michael B. Jordan a trouvé son prochain grand projet derrière la caméra. Il s'apprête en effet à réaliser une nouvelle version du classique L'Affaire Thomas Crown, confirmant ainsi sa volonté de s'imposer durablement comme cinéaste à Hollywood. Après avoir fait ses preuves avec brio en reprenant les rênes de la saga pugilistique dans Creed III, Michael B. Jordan ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. L'acteur, qui s'est imposé comme l'une des figures majeures de sa génération, va donner un nouveau souffle à un thriller culte du cinéma américain.

Initialement immortalisé en 1968 par Steve McQueen et Faye Dunaway sous la direction de Norman Jewison, puis revisité en 1999 par John McTiernan avec Pierce Brosnan et Rene Russo, ce classique du film de casse teinté de romance s'offre donc une troisième vie. Ce nouveau long-métrage représente une opportunité en or pour Michael B. Jordan de prouver l'étendue de son talent de metteur en scène en s'éloignant du ring de boxe et en s'essayant au thriller sophistiqué.

Si le projet est en développement depuis plusieurs années, avec Jordan présent dès le départ pour incarner le rôle-titre du riche homme d'affaires et voleur de génie, il enfilera donc la double casquette d'acteur et de réalisateur. Ce choix témoigne de la confiance absolue que lui accordent les studios après le triomphe au box-office de sa première réalisation.

Bien que les détails concernant l'intrigue exacte et le reste du casting (notamment concernant l'actrice qui reprendra le rôle iconique de l'enquêtrice des assurances) restent encore bien gardés, cette annonce suffit à éveiller la curiosité. Les cinéphiles attendent désormais de voir comment le réalisateur saura moderniser ce célèbre jeu du chat et de la souris.

Recette du jour



Épaule d'agneau au four et riz basmati

Ingrédients pour 4 personnes

Pour l'épaule d'agneau :

- 1 épaule d'agneau
- Thym frais ou sec
- 2 gousses d'ail frais (facultatif)
- 1 filet de jus de citron
- Poivre
- Sel

Pour le riz pilaf à la turque :

- 3 verres de riz type basmati ou thaï parfumé (verre mesure de 20 cl)
- 1 bonne poignée de pâtes langue d'oiseau ou de vermicelles (3 cuillères à soupe)
- 35 g de beurre (ou 15 g de Smen beurre clarifié)
- 2 cuillères à soupe d'huile de

- tournesol
- 4 verres d'eau
- 3 capsules de cardamome
- Quelques pistils de safran
- Sel

Préparation :

Préchauffer le four à 200°C. Tartiner l'épaule d'agneau d'huile d'olive ou de beurre sur toutes ses faces.

Parsemer tout le gigot de thym, de jus de citron puis saler et poivrer.

Ajouter quelques noisettes de beurre sur et autour du gigot. Ajouter les 2 gousses d'ail coupées en 4 (vous pouvez faire des incisions dans la viande et les insérer).

Disposer l'épaule d'agneau dans une cocotte en fonte ou

dans un plat allant au four, la couvrir de papier cuisson et de papier aluminium puis l'enfourner pendant 50 minutes à heure selon votre four.

L'arroser régulièrement avec son jus, vous pouvez ajouter un peu d'eau si nécessaire.

Entre temps préparer le riz pilaf; rincer le riz 3 fois pour lui débarrasser de son amidon afin de ne pas avoir un riz collant à la cuisson. Dans un fait-tout, faire fondre le smen (beurre clarifié) ou le beurre avec la cuillère à soupe d'huile de tournesol et faire revenir les pâtes langue d'oiseau en remuant constamment jusqu'à qu'elles prennent une belle couleur dorée ajouter le riz, le safran et la cardamome et

mélanger. Verser les verres d'eau froide dans le fait tout avec les pâtes et le riz, saler, remuer et porter à ébullition, baisser le feu et laisser cuire à feu très doux sans remuer et à couvert jusqu'à absorption totale du liquide compter environ une quinzaine de minutes. Eteindre le feu et laisser reposer 10 à 15 minutes. Bien mélanger le riz et la langues d'oiseau en détachant les grains avec une fourchette. Sur le plat de service, disposer le riz ajouter l'épaule d'agneau et parsemer quelques pistaches, amandes, noix, noisettes... Servir aussitôt.

Gâteau du Jour

Gaspacho de betterave à la mousse de camembert

Ingrédient :

gaspacho de betterave:
5 betteraves cuites
1 petite échalote
1 pomme verte
1/2 citron jus
Sel poivre
mousse de camembert
200 de crème entière fraîche
fleurette
150 gr de camembert
Sel poivre
Pistache facultatif
chips de betterave facultatif
INSTRUCTIONS

Pour le gaspacho:
Pelez et émincez l'échalote.
Pelez, évidez et coupez la pomme verte.
placez les betteraves en morceaux, l'échalote, les morceaux de pomme et le jus de citron dans le bol du



blender et mixez jusqu'à avoir une texture bien lisse. Si vous trouvez que c'est un peu épais ajoutez un peu d'eau et mixez encore. Assaisonnez avec le sel et le poivre et mélangez encore une fois. Répartissez dans des verrines au deux tiers.

Pour la mousse de camembert: fouettez la crème en chantilly ferme. ramollissez doucement le camembert avec une spatule.

Incorporez 1 cuillère à soupe de crème chantilly au camembert et mixez pour le rendre plus souple, ajoutez encore un peu jusqu'à ce que le mélange soit bien homogène.

Introduisez ce mélange à la chantilly doucement pour avoir une mousse bien homogène.

placez dans une poche à douille et garnissez les verrines.

Décorez avec quelques pistaches concassées (facultatif) et les chips de betterave

Conseil du jour

Pour dégonfler le ventre, privilégiez une alimentation équilibrée, riche en fibres et en probiotiques, et pratiquez régulièrement des exercices physiques. La gestion du stress est également importante. En cas de symptômes graves, consultez un médecin pour un diagnostic précis et un traitement approprié.

Le saviez-vous ?



On remplace...

La viande rouge

Le poisson



Par



Moins de gras saturés
Un choix plus sain pour un repas plus léger

Bon à savoir !

Le citron semble en effet protéger l'organisme de plusieurs cancers (estomac, larynx, sein, colon, etc.) Il lutte également contre les problèmes cardiovasculaires et le cholestérol.



Astuce du jour:

Remèdes naturels pour l'irritation oculaire



1. Le lait et le miel
2. La pomme de terre
3. Le sel d'Epsom
4. L'huile de ricin
5. Les huiles essentielles
6. La coriandre

CITATION DU JOUR

«La tristesse du futur rend toujours aveugle au bonheur du présent.»

Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

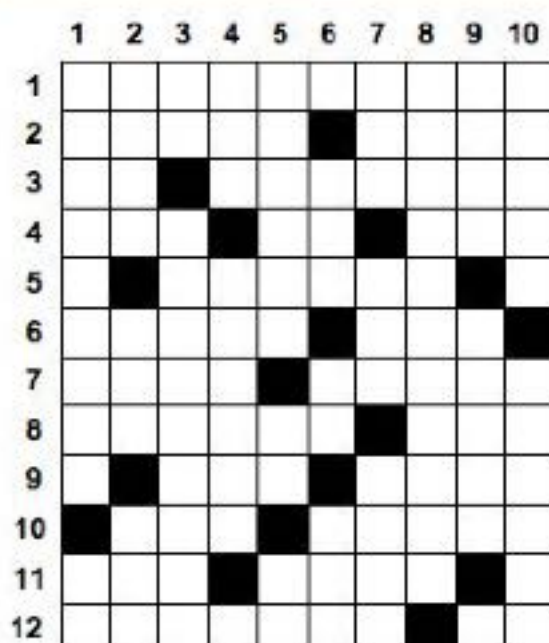
Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 - Conducteurs de barques - 2 - Poinçon de cordonnier - Clama - 3 - Vieille note - Belles fleurs - 4 - Récipient - Romain - École supérieure - 5 - Vagabond - 6 - Viciée - Signal de détresse - 7 - Tête de certains animaux - Cachés - 8 - Pays européen - Ornement architectural - 9 - Bosse - Passes à l'action - 10 - Ferment - Singea - 11 - Mesure - Bout de bois - 12 - Rompues - Protecteur.

VERTICALEMENT

1 - Mal de mer - Actinium - 2 - Instrument à cordes - Supprima (de b en h) - Brillant orateur au perchoir - 3 - En tenue - Battus à plates coutures - 4 - Explosif - Renommée - 5 - Création - Fin de participe - Points opposés - 6 - Unit - Cérium - Faisait rougir nos aïeux - 7 - Pas ailleurs - Sur la rose des vents - Esprits - 8 - Étude scientifique des reptiles - 9 - Bagatelle - Punit avec rigueur - 10 - Passe au crible - Plante oléagineuse.

Mots fléchés

Écervelé	Râpe	Diapason	Gomme	Renard bleu
Étincelantes	Génisses	Laize	Rejette	Plaça un œil
Canote				
Sortie d'une boîte			Ville allemande	
		Note	Regimba	
		Illustre		Consonne double
Cite dans la Bible		Indique le lieu	Trait de lumière	Vieux média
Absurde		Fonction	À élever	
Père de Jason			Flotte	Petits vautours
Tour			Congédia	Sanction
	Dressé			De trop
	Orateur grec			En solo
Rebut		Dénouement		
Filets d'eau		Lentille		
		Erbium	Ceinture nippone	
		Cerium	Néon	
Avachies	Des étoiles y défilent			En tête
			Pend chez le boucher	

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Ensemble des habitudes verbales d'un individu (9 lettres)

A	T	A	T	S	N	O	C	E	I	V	R	U	S	E	E	R	N
L	M	T	V	A	I	N	N	O	R	U	L	R	S	T	E	O	C
L	O	E	A	E	L	B	A	M	I	A	E	U	N	L	R	O	E
A	E	U	R	U	N	I	R	U	S	V	L	I	A	I	R	S	R
I	T	N	R	T	D	M	I	R	E	C	E	I	V	C	I	I	E
C	U	I	D	D	U	I	E	R	E	R	S	A	C	R	E	O	I
U	O	A	S	R	F	M	S	R	T	L	I	A	P	E	P	N	T
R	R	B	E	U	T	O	E	E	I	R	I	E	L	I	U	R	N
C	C	N	R	N	R	T	O	U	R	S	A	Q	E	N	O	U	E
L	E	T	E	T	T	D	G	A	I	N	T	B	U	A	R	O	R
S	I	D	O	N	G	D	I	E	R	P	A	A	A	A	T	S	C
F	E	V	A	R	E	C	T	T	S	L	N	R	L	I	T	A	T
R	E	R	I	T	A	R	T	E	E	C	T	I	I	E	S	I	E
D	R	S	E	D	A	N	R	T	A	R	M	E	E	T	O	L	R
E	O	N	E	I	E	G	O	I	N	E	I	L	I	R	A	E	I
N	U	N	T	P	N	H	N	N	I	A	S	N	T	H	F	L	A
E	C	E	R	E	U	Q	I	L	E	R	G	E	C	O	U	R	R
E	R	A	E	L	O	V	I	R	F	T	A	C	I	L	E	D	A

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ACCROC - AIMABLE - AMERTUME - ANIER - APRE - ARAIRE - ARMEE - ARPENT - AVIRON - BAIN - CADENCE - CASTING - CHALE - CONSTAT - COUR - CROUTE - CRUCIAL - DELICAT - DETENUE - DEVOT - EPRISE - ERISTALE - ERRANT - ETEINTE - ETROIT - FREIN - FRIVOLE - FURTIF - GAIN - GRES - GRISON - HOTEL - LIEN - LIVIDE - LOURD - LURON - MURENE - RABAI - RECLUSE - REDENT - RELAIS - RELIQUAT - RELIQUE - RENTIER - REVERS - RITAL - SAIN - SEREIN - SOURNOIS - SURDITE - SURIN - SURVIE - TAIN - TAUDIS - TOUR - TRAITER - TROUPE - VAIN.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Orpailleur - 2. Uni - Neutre - 3. Pi - Seras - 4. Ruine - Sens - 5. Essors - Sie - 6. Cet - Sep - En - 7. Ré - Lit - 8. Inégal - O.E - 9. Dol - Petite - 10. Leste - A.M - 11. Niée - Tente - 12. Tassée - Est.

VERTICALEMENT :

1. Outrecuidant - 2. Rn - Usé - Nô - Ia - 3. Pipistrelles - 4. Ino - EG (Égée) - EES - 5. In - Ers - A.P.S - 6. Les - Sellette - 7. Lues - Pi - Tee - 8. Êtres - Toi - Ne - 9. Uranie - États - 10. Ressent - Émet.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Évanescent - Imitée - Or - Année - Élimé - Erse - En - Ase - MD - OÔ - Stère - Ne - H.T - Érode - Nil - Été - Trotter - Eu - Épée - Émet - Usés - Pausé.

VERTICALEMENT :

Avinés - Tares - Amères - Ope - Unies - Tentes - Et - Émérite - Osée - Drôle - Celé - Ed - Réa - Dé - Ino - EE - Mu - Nom - On - Tees - Âtres - Émeute.

MOTS MASQUÉS
PARAPLEGIE

El Nino, qui se renforce, "attise une planète déjà en feu", s'alarme le chef de l'ONU

Le phénomène climatique El Nino qui continue à se renforcer, "attise une planète déjà en feu", entraînant le monde en "territoire inconnu", s'est alarmé vendredi le secrétaire général de l'ONU, dans un discours martelant les dangers de la crise climatique. "Il y a deux mois, j'avais prévenu qu'El Nino arrivait à nos portes. Il est maintenant à l'intérieur de la maison et augmente la chaleur", a déclaré Antonio Guterres à la presse. "Nous avons déjà enduré un été d'extrêmes: des dômes de chaleur battant tous les records, des incendies apocalyptiques ravageant l'Espagne, la France et au-delà, des milliers de vies perdues sous une chaleur accablante", a-t-il ajouté. "Mais selon les dernières données scientifiques, ce n'est qu'un échauffement". El Nino est un phénomène naturel qui revient tous les deux à sept ans. Les eaux de surface dans le centre et l'est de l'océan Pacifique équatorial se réchauffent, ce qui entraîne pendant des mois des modifications majeures des régimes de vents, de pression et de précipitations à l'échelle mondiale. Cette année, la plupart des modèles présentent un épisode El Nino d'ampleur exceptionnelle, potentiellement le plus fort jamais enregistré. Et ce, dans un contexte de réchauffement de la planète provoqué par les humains. Les eaux du Pacifique n'ont jamais été aussi chaudes si tôt au début d'un phénomène El Nino, avec des prévisions de température à la surface de la mer d'environ 3 C au-dessus de la normale, a noté Antonio Guterres. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) prévoit que "d'ici octobre, quasiment toutes les parties terrestres de la planète seront plus chaudes que la normale", a-t-il insisté. Il y a un "risque de pulvériser tous les records saisonniers et d'entraîner des conséquences encore plus graves à l'échelle mondiale", a-t-il ajouté, soulignant, au-delà de la chaleur, l'impact d'El Nino sur les précipitations, avec la crainte d'un affaiblissement de la mousson en Inde.

Tragédie à Sétif : Quatre enfants noyés

Un terrible drame a secoué la wilaya de Sétif lundi dernier. Quatre enfants ont perdu la vie des suites d'une noyade dans un bassin d'eau situé dans la commune d'Aïn Lahdjar. L'incident tragique s'est produit au lieu-dit Douar Rmada, rattaché à la daïra d'Aïn Azel. Selon un communiqué de la Protection civile, les victimes se sont noyées dans un imposant bassin destiné à l'aquaculture. Les dimensions de cette retenue d'eau expliquent en partie la difficulté et la dangerosité des lieux : le bassin mesure 60 mètres de long pour une profondeur importante allant de 15 à 20 mètres. Alertée du drame, la Protection civile est intervenue en milieu d'après-midi, à 15h24 très exactement, pour procéder à la délicate opération de repêchage et d'évacuation des corps sans vie des quatre jeunes victimes. Face à la profondeur du bassin et à la complexité de l'intervention, d'importants moyens spécialisés ont dû être déployés sur place. L'opération a ainsi nécessité la mobilisation d'une équipe de plongeurs, d'un groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP), d'un camion de secours ainsi que de trois ambulances. Les corps ont ensuite été évacués par les services de secours, marquant la fin d'une opération poignante pour toute la région.



fondeur importante allant de 15 à 20 mètres. Alertée du drame, la Protection civile est intervenue en milieu d'après-midi, à 15h24 très exactement, pour procéder à la délicate opération de repêchage et d'évacuation des

Démantèlement d'un gang de quartier semant la terreur à El-Tarf

La police de la wilaya d'El-Tarf, représentée par la sûreté de la daïra de Dréan, a réussi à démanteler une bande criminelle de quartier qui semait un climat de terreur au sein des zones résidentielles. Selon un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), les forces de l'ordre ont procédé à l'arrestation de six individus membres de ce gang. Ces derniers sont accusés d'avoir créé un sentiment d'insécurité parmi les habitants et d'avoir gravement porté atteinte à l'ordre public et à la tranquillité des citoyens. Lors de cette opération, les services de police ont également pu saisir une quantité importante d'armes blanches prohibées de différentes catégories qui étaient en possession des suspects.

Sécheresse inédite en Angleterre et au Pays de Galles depuis 1836

L'Angleterre et le Pays de Galles ont connu cette année le mois de juillet le plus sec jamais enregistré, sous l'effet des vagues de chaleur et de précipitations quasi inexistantes, selon les données provisoires de l'agence météorologique britannique publiées lundi. Juillet 2026 a été le plus sec depuis le début des relevés en 1836, et l'Angleterre et le Pays de Galles ont aussi connu "le mois le plus ensoleillé de leur histoire", a indiqué le Met Office dans un communiqué. "La combinaison d'une sécheresse record, d'une chaleur exceptionnelle et d'un ensoleillement



sans précédent a donné lieu à l'un des mois d'été les plus marquants de nos archives historiques", selon Amy Doherty, responsable scientifique au Met Office, citée dans le communiqué. Au total, il est tombé 6,5 millimètres de pluie en Angleterre en juillet, soit à peine 10% de la moyenne de

saison, et 9,3 millimètres au Pays de Galles, soit 9% de la normale. Dans le sud de l'Angleterre, juillet a aussi été le plus sec jamais enregistré tous mois confondus depuis 1836, avec seulement 1,9 mm de précipitations, soit à peine 3% de la moyenne. Depuis le début de l'année, quatre mois ont enregistré des précipitations supérieures à la moyenne (janvier, février, mars et juin), tandis que trois mois ont connu des précipitations inférieures (avril, mai et désormais juillet), précise

encore l'agence météorologique. Pour l'ensemble du Royaume-Uni, qui inclut aussi l'Ecosse et l'Irlande du Nord, il s'agit du deuxième mois de juillet le plus chaud jamais enregistré. Dimanche, l'Agence britannique de sécurité sanitaire (UKHSA) a placé plusieurs régions d'Angleterre, dont Londres et le sud-est, en vigilance orange canicule jusqu'à mercredi. Il s'agit du deuxième niveau d'alerte le plus élevé, après le niveau rouge. Les températures pourraient atteindre 31 degrés Celsius lundi après-midi, selon les prévisions du Met Office, avant de baisser sous les 30 d'ici mercredi. Les vagues de chaleur record survenues en mai et juin ont entraîné une surmortalité estimée à 2.877 décès en Angleterre, selon des chiffres de l'UKHSA publiés la semaine dernière.

Plus de 400 millions d'Africains n'ont pas accès à l'eau potable

Plus de 400 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'eau potable de base, tandis que plus de 700 millions de personnes sur le continent restent sans assainissement géré en toute sécurité, a déclaré Claver Gatete, sous-secrétaire général des Nations unies et secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. S'exprimant mardi à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie, lors de la 49e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), Gatete a déclaré que cette situation compromettrait la santé, la productivité, la sécurité alimentaire et le développement économique du continent. Constatant que les précipitations deviennent moins prévisibles, il a indiqué que les chocs liés au climat réduisent déjà la productivité agricole et coûtent à certains économies africaines jusqu'à 5 % de leur produit intérieur brut chaque année. Soulignant que l'eau est au cœur de tous les grands défis de développement auxquels l'Afrique est confrontée aujourd'hui, le secrétaire exécutif a exhorté les gouvernements africains à adopter une planification intégrée englobant l'eau, l'agriculture, l'énergie, le climat, l'industrie et le développement urbain.



AUX POINGS

« Il a un bagage technique haut de gamme et figurait parmi les meilleurs milieux du championnat belge ces deux dernières saisons. Il va nous apporter sa faculté à jouer sous pression et constamment vers l'avant. À 23 ans, Yacine incarne le futur de la sélection algérienne et maintenant du Racing » Jean-Louis Leca, directeur sportif du RC Lens



EXPRESS- HISTORIQUE

La Grenouille et le Boeuf (7)





Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 24 km/h
Humidité : 50 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 7 km/h
Humidité : 73 %

Dohr : 12h54	Jeudi 22
Assar : 16h42	safar 1448
Maghreb : 19h54	Sobh : 04h19
Îcha : 21h24	Chourouk : 05h58

VISAS VERS LES ÉTATS-UNIS

Mesures dissuasives pour 30 pays africains

Les ressortissants de 50 pays, dont 30 pays africains, y compris l'Algérie, devront verser, au maximum, une caution de 20 000 dollars pour se rendre aux États-Unis avec des visas temporaires B1 et B2, utilisés respectivement pour les déplacements professionnels et les séjours touristiques.

La décision de mettre en place cette nouvelle mesure a été annoncée par le département d'État des États-Unis dans un document publié ce lundi 3 août. Elle est entrée en application immédiatement et remplace le programme pilote lancé en août 2025 et testé pendant un an, par un dispositif permanent. Le gouvernement américain estime que le programme pilote a été un vrai succès et en donne pour preuve le fait que le nombre de visas délivrés aux ressortissants des pays concernés a diminué d'environ 83 % durant cette période. Le nouveau mécanisme, appelé Visa Bond, autorise les agents consulaires à demander, de façon discrétionnaire, une garantie financière avant de délivrer un visa aux visiteurs en provenance de pays où le taux de dépassement de la durée de validité de leur visa est élevé. Le montant exigé par les agents consulaires sera déterminé en fonction de chaque dossier et pourra atteindre 20 000 dollars, alors que ce maximum était de 15 000 dollars dans le précédent programme. Cette somme doit être déposée avant la délivrance du visa. Le montant minimum de la caution pour un visa augmente également. Auparavant, le minimum qui pouvait être demandé aux voyageurs était de 5000 dollars. Il est maintenant de 10.000 dollars. La somme déposée est restituée au voyageur à son départ des États-Unis, sous réserve du respect des conditions de son visa. Pour les autorités américaines, le système de caution contribue à réduire les cas de dépassement de la durée de séjour autorisée et à améliorer le respect des conditions liées aux visas temporaires. Selon l'État américain, plus de la moitié des visiteurs, en provenance des pays concernés, avait dépassé leur durée de séjour autorisée en 2024, ce qui avait justifié l'entrée en vigueur du dispositif. Il



PH : DR

s'agit, selon elles, de renforcer le respect des règles applicables aux titulaires de ces visas. De leur côté, des organisations de défense des droits des immigrés ont critiqué cette décision, considérant qu'elle pourrait dissuader des personnes souhaitant se rendre légalement aux États-Unis. Elles jugent que ces mesures risquent de porter atteinte aux droits fondamentaux, d'encourager le profilage racial et d'accroître le sentiment d'insécurité au sein de certaines minorités ethniques. La liste des États concernés par cette nouvelle réglementation répond, selon les autorités américaines, à plusieurs critères, notamment : le nombre de personnes restant aux États-Unis après l'expiration de leur visa ; le niveau de coopération avec Washington dans le partage d'informations ; les difficultés rencontrées pour vérifier l'identité ou les antécédents judiciaires des demandeurs ; les insuffisances dans les systèmes de contrôle et de délivrance des documents de voyage de certains pays. Dans le même sens, les États-Unis viennent d'expulser des dizaines de personnes vers quatre pays africains (Guinée équatoriale, Sierra Leone, Ghana et République centrafricaine). Il s'agit d'une dizaine de personnes expulsées jeudi vers la Guinée équatoriale, une dizaine d'autres expulsées vendredi vers la Sierra Leone et d'autres vers le Ghana et la Centrafrique. Ces personnes expulsées ne sont pas originaires, pour la plupart, des pays vers lesquels elles sont ren-

voyées. Le 10 juillet dernier, un vol d'expulsion sécurisé vers l'Eswatini (ex-Swaziland) a atterri, transportant des ressortissants du Vietnam, du Yémen, de Cuba, du Laos et de la Jamaïque, qui purgeaient des peines aux États-Unis pour meurtre ou viol. Le Wall Street Journal, cité par l'agence Sputnik, avait rapporté que l'administration Trump avait approché le Gabon, la Guinée-Bissau, le Liberia, la Mauritanie et le Sénégal pour accueillir des migrants expulsés.

M'hamed Rebah

CHANTIER DE L'HÔPITAL DE 60 LITS D'OUGROUT À TIMIMOUN

Aït Messaoudène donne un coup d'accélérateur

Le ministre de la Santé, le professeur Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a achevé sa visite d'inspection dans la wilaya de Timimoun par une halte au chantier de l'hôpital de 60 lits situé dans la commune d'Ougrout. À cette occasion, le ministre a pris connaissance d'un exposé technique détaillé portant sur l'état d'avancement des travaux, le taux de réalisation ainsi que les délais fixés pour l'achèvement du projet. Insistant sur l'importance stratégique de cette infrastructure, le professeur Aït Messaoudène a appelé les responsables à « accélérer le rythme des travaux, à mobiliser l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires et à lever toutes les contraintes susceptibles de retarder la réalisation du projet, afin de garantir sa livraison dans les délais impartis. Le ministre a souligné que cet établissement hospitalier contribuera à renforcer les capacités du système de santé dans la région et à améliorer la qualité des prestations médicales offertes aux citoyens ». Il a également rappelé que « la concrétisation de ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique de l'État visant à développer les infrastructures sanitaires, à rapprocher les soins des populations et à répondre aux besoins croissants des habitants de la wilaya de Timimoun, tout en améliorant durablement la prise en charge des patients », a-t-il conclu.

L. Zeggane

LIGNE MINIÈRE EST

Une importante cargaison d'équipements réceptionnée au port d'Annaba

Le port d'Annaba a réceptionné, hier, une importante cargaison d'équipements destinée à soutenir les travaux du tronçon reliant Bouchegouf à Driâa, sur une distance de 121 kilomètres, dans le cadre du projet de la ligne ferroviaire minière Est.

Selon un communiqué de l'entreprise portuaire d'Annaba, la marchandise est arrivée à bord du navire Xing Shun 56, amarré au poste à quai n°7/8. Le chargement comprend 108 camions, deux grues portiques, 629 poutres métalliques de pont, ainsi que 128 conteneurs remplis de divers équipements et matériels dédiés à ce projet stratégique.

Au total, cette cargaison pèse 15.616,101 tonnes. Le segment Bouchegouf-Driâa, long de 121 kilomètres, s'inscrit dans le découpage global des travaux de la ligne minière Est, répartis en plusieurs tronçons. Le chantier voisin, celui d'Annaba-Bouchegouf, sur 54 kilomètres dans la wilaya de Guelma, fait lui aussi l'objet de travaux de dédoublement et de rectification du tracé, confiés à un groupement d'entreprises comprenant Cosider Travaux publics, Infra Rail, Infrafer, GCB, Cosider Ouvrages d'art et SERO-EST. Le projet de voie ferrée reliant les mines de phosphate de Tébessa au port d'Annaba s'étend sur 422 kilomètres et traverse cinq wilayas : Tébessa, Souk Ahras, Guelma, El-Tarf et Annaba.

Il constitue l'un des piliers essentiels du projet du phosphate intégré (PPI) dans l'est du pays, reliant le port d'Annaba aux gisements de Bled El-Hadba, dans la wilaya de Tébessa. L'enjeu de cette modernisation est de taille : la ligne vise à porter la capacité de transport actuelle, plafonnée à 3 millions de tonnes par an, à 8 millions de tonnes par an, afin d'accompagner l'entrée en production du gisement de Bled El Hadba. Le gisement de Djebel El Onk, qui produit aujourd'hui environ 2 millions de tonnes par an, verra également ses volumes croître sensiblement avec la montée en puissance du PPI, une partie de la production devant transiter par le complexe de transformation chimique d'Oued El Kebrit avant expédition vers le port d'Annaba. Pour rappel, le président de la République avait précédemment affirmé que le projet serait achevé dans toutes ses composantes dès le début de l'année prochaine. Cette échéance s'accompagne d'une accélération notable sur le terrain, le chef de l'État ayant appelé à renforcer la coordination entre les secteurs des Travaux publics, de l'Intérieur, des Transports et le partenaire étranger afin de mener le projet à son terme dans les meilleurs délais.

Sarah O.

SOUS-RIRE

Allemagne: près de 10 000 décès liés à la canicule

